



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 36 du 15 septembre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 septembre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	944
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	944
MISSION ECONOMIQUE.....	944
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 2 septembre 2010	944
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 2 septembre 2010	944
CABINET DU PREFET	944
Bureau du cabinet.....	944
Extrait de l'arrêté du 9 août 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement	944
Extrait de l'arrêté du 1er septembre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement	944
Extrait de l'arrêté du 1er septembre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement	944
Service interministériel de défense et de protection civile	945
Extrait de l'arrêté n° 92/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS	945
Extrait de l'arrêté n° 93/2010/SIDPC du 6 septembre 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de LONGUYON-VILLETTE	945
Extrait de l'arrêté n° 94/2010/SIDPC du 6 septembre 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de LUNEVILLE-CROISMARE	945
Extrait de l'arrêté n° 95/2010/SIDPC du 6 septembre 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de NANCY-MALZEVILLE	945
Extrait de l'arrêté n° 96/2010/SIDPC du 6 septembre 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de NANCY-AZELOT	946
Extrait de l'arrêté n° 97/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de PONT-SAINT-VINCENT	946
Extrait de l'arrêté n° 98/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de VILLERUPT	946
Extrait de l'arrêté n° 99/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de CHAMBLEY PLANET'AIR	946
Extrait de l'arrêté n° 100/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de NANCY-ESSEY (AEROPOLE DU GRAND NANCY).....	947
Extrait de l'arrêté n° 126/2010/SIDPC du 15 septembre 2010 portant approbation du règlement d'emploi du COD (centre opérationnel départemental)	947
Extrait de l'arrêté n° 138/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.)	947
Extrait de l'arrêté n° 139/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)	949
Extrait de l'arrêté n° 140/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées	950
Extrait de l'arrêté n° 141/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes	951
Extrait de l'arrêté n° 142/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives	952
Extrait de l'arrêté n° 143/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité publique	953
Extrait de l'arrêté n° 144/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)	954
Extrait de l'arrêté n° 145/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées	955
Extrait de l'arrêté n° 146/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif au groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)	956
Extrait de l'arrêté n° 147/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif au groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)	956
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	957
Bureau des réglementations	957
Extrait de l'arrêté du 13 juillet 2010 portant habilitation de l'entreprise de pompes funèbres « SARL PF Lescanne D » à PIENNES	957
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	957
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	957
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 1953/2010 du 20 août 2010 (Vosges/Meurthe-et-Moselle) portant modification des statuts de la communauté de communes de la Vallée de la Plaine	957
Extrait de l'arrêté du 8 septembre 2010 autorisant la communauté de communes du Grand Couronné à exercer la compétence délégation de maîtrise d'ouvrage	960
Extrait de l'arrêté du 14 septembre 2010 autorisant la communauté de communes de Saintois à exercer la compétence " Favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées notamment en accordant des garanties d'emprunt" et modifiant les statuts en conséquence	960
Bureau des procédures environnementales.....	960
Extrait de l'arrêté du 24 août 2010 donnant acte à la société SOLVAY FINANCE FRANCE de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des mesures complémentaires	960
Extrait de l'arrêté du 24 août 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Coopérative Agricole Lorraine d'ECROUVES	961
Extrait de l'arrêté du 25 août 2010 portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la deuxième ligne de transport en commun de l'agglomération nancéenne.....	961
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	962
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG	962
Centre de détention de TOUL - Décision du 6 septembre 2010 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (catégories A, officiers et 1 ^{ers} surveillants)	962
Centre de détention de TOUL - Décision du 6 septembre 2010 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (tableau des catégories A, officiers et 1 ^{ers} surveillants)	962
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	964
Département de l'accès à la santé	964
Extrait de l'arrêté n° 2010-15 du 24 août 2010 portant radiation de l'agrément n° 177 : MANCIEULLES AMBULANCES, 16 bis rue Koenig - 54790 MANCIEULLES	964
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	964
Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2010 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle le 12 novembre 2010	964
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	964
Secrétariat général.....	964
Décision n° 2010/DDT/SG/FSM/007 du 1 ^{er} septembre 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accord-cadre au titre du ministère de la Défense	964
Arrêté n° 2010/DDT/SG/FSM/008 du 1 ^{er} septembre 2010 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale	965
Arrêté n° 2010/DDT/SG/FSM/009 du 1 ^{er} septembre 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics	967
Arrêté n° 2010/DDT/SG/FSM/010 du 1 ^{er} septembre 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics (C.I.F.P.)	968
Service agriculture, forêt, chasse	969
Extrait de l'arrêté n° 231/2010 du 5 juillet 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de VILLEY LE SEC	969

Extrait de l'arrêté n° 232/2010 du 5 juillet 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de HATRIZE.....	970
Extrait de l'arrêté 2010/n° 236/Forêt-Chasse du 5 juillet 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2006 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'EPLY.....	970
Extrait de l'arrêté n° 237/2010 du 5 juillet 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 24 janvier 1992 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de TOUL.....	971
Extrait de l'arrêté n° 239/2010 du 9 juillet 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 juin 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de GERMINY.....	972
Extrait de l'arrêté n° 264/2010 du 9 juillet 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON.....	973
Extrait de l'arrêté n° 310/2010 du 20 août 2010 prononçant une application du régime forestier dans la commune de REHON.....	973
Extrait de l'arrêté n° 311/2010 du 20 août 2010 prononçant une application du régime forestier dans la commune d'HUDIVILLER.....	974
Extrait de l'arrêté n° 312/2010 du 20 août 2010 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de CIREY-SUR-VEZOUZE et une application du régime forestier sur le territoire communal d'HARBOUEY.....	974
Extrait de l'arrêté n° 315 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier dans la commune de CREPEY.....	974
Extrait de l'arrêté n° 316 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de BARISEY-LA-COTE et d'ALLAMPS.....	975
Extrait de l'arrêté n° 317 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de MOUACOURT.....	976
Extrait de l'arrêté n° 318 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de BACCARAT.....	976
Extrait de l'arrêté n° 319 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de DENEUVRE.....	976
Extrait de l'arrêté n° 320 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de THUILLEY-AUX-GROSEILLES.....	976
Extrait de l'arrêté n° 321 du 26 août 2010 prononçant une distraction et une application du régime forestier sur le territoire communal de DOMMARIE-EULMONT.....	977
Service aménagement durable, urbanisme et risques.....	977
Commune de SERRES - Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/ADUR/012 du 26 juillet 2010 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	977
Commune de BEZAUMONT - Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/ADUR/013 du 25 août 2010 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	977
Service environnement, eau et biodiversité.....	978
Extrait de l'arrêté du 26 mai 2010 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100178 « Vallée de la Moselle du Fond de Monvaux au Vallon de la Deuille, ancienne poudrière de Bois sous Roche ».....	978
Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2010 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 ZSC FR4100201 et ZPS FR4112010 « Hêtraie sapinière de Bousson et Grand Cheneau ».....	978
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100157 « Plateau de Malzéville ».....	979
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100161 « Pelouses et vallons forestiers du Rupt de Mad ».....	979
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100162 « Pelouses d'Allamps et zones humides avoisinantes ».....	979
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100163 « Pelouses du Toulou ».....	980
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100177 « Gîtes à chiroptères autour de la Colline Inspirée ».....	980
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100192 « Forêt et étang de Parroy, vallée de la Vezouze et fort de Manonville ».....	980
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 ZPS FR4112010 et ZSC FR4100201 « Hêtraie-sapinière de Bousson et Grandcheneau ».....	980
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100227 « Vallée de la Moselle (secteur Châtel - Tonnoy) ».....	981
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100233 « Vallée du Madon (secteur Haroué - Pont St Vincent), du Brénon et carrières de Xeuille ».....	981
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100238 « Vallée de la Meurthe, de la Voivre à Saint-Clément et tourbière de la Basse-St-Jean ».....	981
Extrait de l'arrêté du 3 août 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100179 « Bois du Feing ».....	981
Extrait de l'arrêté du 3 août 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 ZPS FR4110061 et ZSC FR4100216 « Marais de Pagny-sur-Meuse ».....	981
Extrait de l'arrêté du 18 août 2010 fixant la liste des parcelles incluses dans les sites Natura 2000 pouvant bénéficier de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.....	982
Service transports, sécurité.....	982
Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/028 du 1er septembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un chantier sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'effaçage de peinture au niveau du carrefour de la RD 26B avec la RD 125.....	982
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	983
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-071 du 22 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Solène FAVARI à VANDOEUVRE LES NANCY.....	983
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-073 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Magdalena HENDZLIK à BACCARAT.....	983
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-074 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Vanessa LALOUX à GOGNEVILLE.....	983
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-075 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Luc RAPPE à STENAY.....	984
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-076 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Aurore LAFARGUE à COMMERCY.....	984
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-077 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marie JEORIS à VERDUN.....	984
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-079 du 6 août 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Thibaut GARALI à LUNEVILLE.....	985
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-086 du 1er septembre 2010 définissant le périmètre et les mesures de lutte contre la chrysomèle du maïs (Diabrotica virgifera virgifera Le Conte) dans le département de la Meurthe-et-Moselle.....	985
Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-090 du 6 septembre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Pierre KUBAN à NANCY.....	987
SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST.....	987
Direction.....	987
Arrêté du 31 août 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du nord-est, relative aux avis à la batellerie.....	987
OFFICE NATIONAL DES FORETS.....	988
Extrait de l'arrêté du 8 septembre 2010 instaurant temporairement une circulation alternée sur des routes du domaine privé de l'Etat.....	988
AUTRES SERVICES.....	989
TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY.....	989
Contentieux n° 09-022 NC 54 : Mmes GSYL, PLANSON, SCHOUmacher, ROSENBAUM, LAVIGNE, GONELLI, PATTARI et CYBILLE, et M. FIORINO contre le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle (arrêté du 18 février 2009).....	989
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	991
Délégation de signature du 9 septembre 2010 relative à l'application du code des marchés publics.....	991
Délégation de signature du 14 septembre 2010.....	991
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	992
AUTRES SERVICES.....	992
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	992
Avis de concours sur titres du 30 août 2010 pour le recrutement de quatre préparateurs en pharmacie hospitalière.....	992
UNIVERSITE HENRI POINCARE, NANCY 1.....	993
Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat PACTE.....	993
Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation.....	994

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****MISSION ECONOMIQUE****Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 2 septembre 2010**

Réunie le 2 septembre 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a autorisé la SAS MAXEDIS, en qualité de propriétaire et exploitant, à procéder à la l'extension de l'ensemble commercial à l'enseigne SUPER U à MAXEVILLE de 986 m² portant la surface de vente à 2 497 m², à la création de deux cellules commerciales de 149 m² et à l'agrandissement du mail de 115 m², portant la surface de vente totale à 2 932 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de MAXEVILLE.

Nancy, le 6 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 2 septembre 2010

Réunie le 2 septembre 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a autorisé la SARL Motoculture Toulaise en qualité de propriétaire et futur exploitant, à procéder à la création d'un magasin de motoculture de plaisance, de 242 m² de surface de vente, pôle commercial Jeanne d'Arc à DOMMARTIN-LES-TOUL.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de DOMMARTIN-LES-TOUL.

Nancy, le 6 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

CABINET DU PREFET*Bureau du cabinet***Extrait de l'arrêté du 9 août 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Xavier ERBLAND, gardien de la paix
- M. Sébastien PHILBERT, adjoint de sécurité

Le 12 juin 2010, ces deux fonctionnaires de police n'ont pas hésité à pénétrer à l'intérieur d'une habitation en flammes pour sauver un père de famille et son enfant.

Sans l'intervention rapide et courageuse de MM. ERBLAND et PHILBERT, les victimes auraient perdu la vie dans cet incendie.

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental de la sécurité publique et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 9 août 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 1er septembre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La mention honorable pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. BISSONNET Jean-Claude, adjudant chef
- M. BAUMGARTNER Thierry, caporal chef
- M. ROBIN Rémy, sapeur
- M. SYLVESTRE Gilles, major
- M. LANGLARD Claude, major
- M. DUFOUR Philippe, sergent chef
- M. MOUGEOT Pierre, sergent chef
- M. CHEVALLIER David, sergent
- M. GERMOND Jérôme, caporal
- M. SCHMITT Renaud, caporal chef
- M. BARBE Grégory, caporal

Dans la nuit du 29 au 30 mai 2010, lors d'un incendie qui s'est déclaré dans la galerie commerciale du square de Liège à Vandoeuvre, ces sapeurs pompiers ont été exposés à plusieurs explosions de bouteilles d'oxygène qui auraient pu avoir des conséquences dramatiques tant sur leur propre vie que sur celle des personnes présentes sur les lieux.

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 1er septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 1er septembre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée au :

- Brigadier chef RICHARD Sébastien

Le 16 juillet 2010, au plan d'eau de la base de loisirs de Favières, le brigadier chef RICHARD Sébastien a effectué le sauvetage d'une fillette qui se noyait. Il s'est introduit dans l'eau de manière soudaine alors qu'il venait de passer plusieurs heures au soleil. L'intéressé a pris des risques considérables au cours de cette intervention.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. le Colonel commandant le 8e régiment d'artillerie à Commercy et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le préfet,
Dominique BELLION

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté n° 92/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - M. CLAVEL Jean-Marie est nommé référent sûreté de l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspect liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;
- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS.

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 3 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 93/2010/SIDPC du 6 septembre 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de LONGUYON-VILLETTE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - M. SOULIGNAC Michel est nommé référent sûreté de l'aérodrome de Longuyon-Villette. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspect liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;
- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de Longuyon-Villette.

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 6 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 94/2010/SIDPC du 6 septembre 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de LUNEVILLE-CROISMARE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - M. SCHWARTZ Jean-François est nommé référent sûreté de l'aérodrome de Lunéville-Croismare. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspect liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;
- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de Lunéville-Croismare.

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 6 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 95/2010/SIDPC du 6 septembre 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de NANCY-MALZEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - M. SANCHEZ Henri est nommé référent sûreté de l'aérodrome de Nancy-Malzéville. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspect liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;

- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de Nancy-Malzéville.

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 6 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 96/2010/SIDPC du 6 septembre 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de NANCY-AZELOT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - M. FORIN Benoît est nommé référent sûreté de l'aérodrome de Nancy-Azelot. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspect liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;
- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de Nancy-Azelot.

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 6 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 97/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de PONT-SAINT-VINCENT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - M. BOCCIARELLI Joseph est nommé référent sûreté de l'aérodrome de PONT-SAINT-VINCENT. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspect liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;
- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de PONT-SAINT-VINCENT.

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 3 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 98/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de VILLERUPT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - M. LALOY Bernard est nommé référent sûreté de l'aérodrome de VILLERUPT. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspect liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;
- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de VILLERUPT.

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 3 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 99/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de CHAMBLEY PLANET'AIR

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - M. KURZ Didier est nommé référent sûreté de l'aérodrome de CHAMBLEY PLANET'AIR. Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspect liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;

- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de CHAMBLEY PLANET'AIR.

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 3 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 100/2010/SIDPC du 3 août 2010 portant désignation d'un référent sûreté pour l'aérodrome de NANCY-ESSEY (AEROPOLE DU GRAND NANCY)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - M. VILLA Laurent est nommé référent sûreté de l'aérodrome de NANCY-ESSEY (AEROPOLE DU GRAND NANCY). Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné donne lieu à remplacement par l'intermédiaire d'un nouvel arrêté

Article 2 - Ses missions sont :

- de représenter l'exploitant de l'aérodrome pour ce qui concerne les aspects liés à la sûreté ;
- d'être l'interlocuteur des services de l'Etat pour l'élaboration des arrêtés de police et la mise en œuvre de leurs prescriptions ;
- d'informer les autorités en cas d'incident mettant en jeu la sûreté aérienne ;
- de promouvoir la sûreté auprès des utilisateurs de sa plate-forme ;
- de tenir à jour la liste des contacts sûreté de l'aérodrome de NANCY-ESSEY (AEROPOLE DU GRAND NANCY).

Article 3 - Il participe de droit aux réunions de concertation organisées par le préfet sur la sûreté des aérodromes secondaires.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et qui sera notifié à l'intéressé.

Nancy, le 3 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 126/2010/SIDPC du 15 septembre 2010 portant approbation du règlement d'emploi du COD (centre opérationnel départemental)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant, dans le cadre de la refonte du dispositif ORSEC départemental, la nécessité de réorganiser et de redéfinir le rôle et le fonctionnement du Centre Opérationnel Départemental (COD), conformément à la nouvelle doctrine ORSEC ;

AR R E T E

Article 1er - Le règlement d'emploi du COD, annexé au présent arrêté est approuvé. Il est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 - Ce règlement fera l'objet d'une révision chaque fois que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, les directeurs, chefs de services et destinataires listés dans la liste de diffusion du présent règlement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 15 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 138/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la direction départementale de l'équipement et la direction départementale de l'agriculture et de la forêt sont remplacées au 1^{er} janvier 2010 par la direction départementale des territoires ;

Considérant que la direction départementale de la jeunesse et des sports est remplacée au 1^{er} janvier 2010 par la direction départementale de la cohésion sociale ;

Considérant que les missions en matière sanitaire et médico-sociales exercées par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales le sont désormais par les agences régionales de santé ;

AR R E T E

Article 1er - Il est institué dans le département de Meurthe-et-Moselle, une commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.).

Article 2 - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité est l'organisme compétent, à l'échelon du département, pour donner des avis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Ces avis ne lient par l'autorité de police sauf dans le cas où des dispositions réglementaires prévoient un avis conforme.

La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité exerce sa mission dans les domaines suivants et dans les conditions où sa consultation est imposée par les lois et règlements en vigueur, à savoir :

1. La sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, conformément aux dispositions des articles R. 122-19 à R. 122-29 et R. 123-1 à R. 123-55 du code de la construction et de l'habitation.

La commission examine la conformité à la réglementation des dossiers techniques amiante prévus aux articles R. 1334-25 et R. 1334-26 du code de la santé publique pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R. 122-2 du code de la construction et de l'habitation et pour les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 de ce même code classés en 1^{re} et 2^e catégorie

2. L'accessibilité aux personnes handicapées :

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements, conformément aux dispositions des articles R. 111-18-3, R. 111-18-7 et R. 111-18-10 du code de la construction et de l'habitation ;

Les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et les dérogations à ces dispositions dans les établissements et installations recevant du public, conformément aux dispositions des articles R. 111-19-6, R. 111-19-10, R. 111-19-16, R. 111-19-19 et R. 111-19-20 du code de la construction et de l'habitation ;

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les lieux de travail, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3 du code du travail.

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

La commission consultative départementale pour la sécurité et l'accessibilité transmet annuellement un rapport de ses activités au conseil départemental consultatif des personnes handicapées.

3. Les dérogations aux règles de prévention d'incendie et d'évacuation des lieux de travail visées à l'article R. 235-4-17 du code du travail.

4. La protection des forêts contre les risques d'incendie visées à l'article R. 321-6 du code forestier.

5. L'homologation des enceintes destinées à recevoir des manifestations sportives prévue à l'article 42-1 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée susvisée.

6. Les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes, conformément aux dispositions de l'article R. 125-15 du code de l'environnement.

7. La sécurité des infrastructures et systèmes de transport conformément aux dispositions des articles L. 118-1 et L. 118-2 du code de la voirie routière, 13-1 et 13-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982, L. 445-1 et L. 445-4 du code de l'urbanisme, L. 155-1 du code des ports maritimes et 30 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

8. Les études de sécurité publique, conformément aux articles R. 111-48, R. 111-49, R. 311-5-1, R. 311-6 et R. 424-5-1 du code de l'urbanisme, et à l'article R. 123-45 du code de la construction et de l'habitation.

Article 3 - Le préfet peut consulter la commission :

a) Sur les mesures prévues pour la sécurité du public et l'organisation des secours lors des grands rassemblements ;

b) Sur les aménagements destinés à rendre accessibles aux personnes handicapées les installations ouvertes au public et la voirie.

Article 4 - La commission de sécurité n'a pas compétence en matière de solidité. Elle ne peut rendre un avis dans les domaines mentionnés à l'article 2 que lorsque les contrôles techniques obligatoires selon les lois et règlements en vigueur ont été effectués et que les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

Article 5 - Le préfet préside la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Il peut se faire représenter par un autre membre du corps préfectoral ou par le directeur des services du cabinet.

Article 6 - Sont membres de la commission avec voix délibérative :

1) pour toutes les attributions de la commission :

a) sept représentants des services de l'Etat :

- le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile;
- le chef du bureau de la prévention et de la sécurité;
- le directeur départemental de la sécurité publique,
- le commandant du groupement de gendarmerie,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- le directeur départemental des territoires;
- le directeur départemental de la cohésion sociale,

b) le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant.

c) le directeur régional de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant,

d) Trois conseillers généraux :

Titulaires :

- Mme Michèle PILOT, conseillère générale du canton de Toul Nord.
- M. Louis CAUSERO, conseiller général du canton de St-Max
- M. Jean-Marie ULRICH, conseiller général du canton de Pompey,

Suppléants :

- Mme Dominique OLIVIER, conseiller général du canton de Nancy est,
- M. Michel MARCHAL, conseiller général du canton de Arracourt,
- M. Maurice VILLAUME, conseiller général du canton de Bayon.

Trois maires présentés par l'association des maires :

Titulaires :

- M. Jean-Pierre HURPEAU, maire de Jarville-la-Malgrange,
- Mme Gisèle FROMAGET, maire de Cerville,
- M. Jean-François GRANDBASTIEN, maire de Frouard.

Suppléants :

- M. René JACQUEMIN, maire de Villecey-sur-Mad,
- M. Daniel CERUTTI, maire de la Pagney derrière Barine.
- M. Jean-Paul MONIN, maire de Essey-les-Nancy,

2) En fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou son représentant,
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale qui est compétent pour le dossier inscrit à l'ordre du jour ou son représentant.

3) En ce qui concerne les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur :

- M. Denis GUILLERMIN, représentant de la profession d'architecte,
- M. Alain CONRADT, suppléant, représentant de la profession d'architecte

4) En ce qui concerne l'accessibilité des personnes handicapées :

- quatre représentants des associations de personnes handicapées du département ;
- et, en fonction des affaires traitées :
- trois représentants des propriétaires et gestionnaires de logements ;
- trois représentants des propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public ;
- trois représentants des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics.

5) En ce qui concerne l'homologation des enceintes sportives destinées à recevoir des manifestations ouvertes au public :

- le président du comité départemental olympique et sportif, ou son représentant,
- un représentant de chaque fédération sportive concernée,
- un représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisations de sports et de loisirs.

6) En ce qui concerne la protection des forêts contre les risques d'incendie :

- un représentant de l'office national des forêts,

7) En ce qui concerne la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes :

- un représentant des exploitants

Article 7 - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ne délibère valablement que si les trois conditions suivantes sont réunies :

- présence des membres concernés par l'ordre du jour, mentionnés à l'article 6 (1°, a et b) ;
- présence de la moitié au moins des membres prévus à l'article 6 (1°, a et b) ;
- présence du maire de la commune concernée ou de l'adjoint désigné par lui.

Article 8 - Les représentants des services de l'Etat ou les fonctionnaires territoriaux titulaires ou leurs suppléants doivent être de catégorie A ou du grade d'officier.

Article 9 - Le secrétariat de la commission est assuré par le service interministériel de défense et de protection civile.

Article 10 - La durée du mandat des membres non fonctionnaires est de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son premier suppléant siège pour la durée du mandat restant à courir.

Article 11 - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission, dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Article 12 - Le président peut appeler à siéger à titre consultatif les administrations intéressées non membres de ces commissions ainsi que toute personne qualifiée.

Article 13 - Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 susvisé, les commissions émettent un avis favorable ou un avis défavorable.

Article 14 - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Article 15 - Les attributions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, l'accessibilité des personnes handicapées, l'homologation des enceintes sportives, la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes, la protection des forêts contre les risques d'incendie sont exercées en séance plénière ou en sous-commissions spécialisées, créées au choix par le préfet après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Article 16 - Dans le cadre de leur mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R. 123-35 du code de la construction et de l'habitation, les commissions peuvent proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Article 17 - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Article 18 - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 19 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010. Toutefois, les sous-commissions spécialisées chargées de la sécurité dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, de l'accessibilité aux personnes handicapées et de l'homologation des enceintes sportives, les commissions de sécurité d'arrondissement, et leurs groupes de visite sont maintenus à titre provisoire et de transition jusqu'à la mise en place des nouvelles commissions issues de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Article 20 - Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2007 sont et demeurent rapportées.

Article 21 - Le directeur de cabinet du préfet est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission départementale et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 139/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur créée, au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral ou par le directeur des services du cabinet. Elle peut être présidée également par l'un des membres titulaires prévus au 1 du présent article ou l'adjoint en titre de l'un de ces membres, sous réserve que cet adjoint soit un fonctionnaire de catégorie A, ou un militaire du grade d'officier ou de major.

1. Sont membres avec voix délibérative pour tous les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef de service interministériel de défense et de protection civile ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence ;
- le directeur départemental des territoires ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours. Son suppléant doit être titulaire du brevet de prévention.

2. Sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui ;
- les autres représentants des services de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

Article 2 - La sous-commission départementale pour la sécurité dans les E.R.P. et les I.G.H. exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- ☐ examen des projets de construction, d'extension, d'aménagement et de transformation, subordonnés ou non à délivrance de permis de construire, pour les E.R.P. de toutes catégories et les I.G.H.
- ☐ visites de réception (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation) desdits établissements - limités aux E.R.P. de 1ère catégorie et aux I.G.H. -, et avis sur la délivrance du certificat de conformité (article L 460-2 du code de l'urbanisme) et de l'autorisation d'ouverture au public de ces établissements (R 123-45 et R 123-46 du C.C.H.)
- ☐ délibération, en séance plénière, une fois toutes les trois semaines, sur les avis du groupe de visite de la sous-commission départementale, qui est chargé des contrôles périodiques ou inopinés sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. de 1ère catégorie et les I.G.H.
- ☐ avis sur les demandes de dérogation au règlement de sécurité
- ☐ avis, en vue de leur agrément, sur la conformité des E.R.P. flottants et stationnaires (E.F.) et des chapiteaux, tentes et structures itinérants (C.T.S.).

Article 3 - Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Article 4 - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Article 5 - En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission ne peut délibérer.

Article 6 - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée.

Article 7 - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Article 8 - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Article 9 - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément à l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité.

Il est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

Article 10 - Sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 susvisé, la sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Article 11 - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6, sont pris en compte lors de ce vote.

Article 12 - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123-35 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Article 13 - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Article 14 - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 15 - La sous-commission n'a pas compétence en matière de solidité.

Article 16 - Lors de l'examen de la demande de permis de construire prévu à l'article L 421-1 du code de l'urbanisme ou d'autorisation de travaux prévue à l'article R 123-23 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission prend acte de l'engagement, versé au dossier, du maître d'ouvrage de respecter les règles générales de construction, notamment celles relatives à la solidité.

En l'absence de ce document, la sous-commission ne peut examiner le dossier.

Le délai d'instruction recommence à courir à partir du moment où le dossier complet parvient au secrétariat de la sous-commission.

Article 17 - Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la sous-commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

Article 18 - La saisine par le maire de la sous-commission départementale en vue de l'ouverture d'un E.R.P. ou d'un I.G.H. doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la sous-commission en informe immédiatement le maire.

Article 19 - Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite doivent être fournis 48 heures avant la visite d'ouverture à la sous-commission.

Article 20 - La sous-commission ne peut rendre un avis que lorsque les contrôles techniques obligatoires ont été réalisés et les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

Article 21 - En l'absence des documents visés aux articles 19 et 20, qui doivent être remis avant la visite, la sous-commission ne peut se prononcer.

Article 22 - Dans le cadre des visites de réception après travaux ou des contrôles périodiques, il appartient au maire de la commune concernée de notifier à l'exploitant l'obligation pour lui d'assister à la visite de son établissement ou de s'y faire représenter par une personne qualifiée.

Dans le cas d'une direction unique de plusieurs exploitations de types divers ou similaires dans un même bâtiment, l'exploitant désigné comme directeur informe chaque exploitant concerné de la visite de la sous-commission.

Article 23 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010. A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2007 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, sont abrogées.

Article 24 - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 140/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - La sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées est composée :

1. D'un membre du corps préfectoral ou du directeur des services du cabinet, président de la sous-commission, avec voix délibérative et prépondérante pour toutes les affaires ; il peut se faire représenter par un membre désigné au 2 du présent article qui dispose alors de sa voix ;
 2. Du directeur régional de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant et du directeur départemental des territoires, avec voix délibérative sur toutes les affaires ;
 3. De quatre représentants des associations de personnes handicapées du département, avec voix délibérative sur toutes les affaires ;
 4. Pour les dossiers de bâtiments d'habitation et avec voix délibérative, de trois représentants des propriétaires et gestionnaires de logements ;
 5. Pour les dossiers d'établissements recevant du public et d'installations ouvertes au public et avec voix délibérative, de trois représentants des propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public ;
 6. Pour les dossiers de voirie et d'aménagements des espaces publics et avec voix délibérative, de trois représentants des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics ;
 7. Du maire de la commune concernée ou de l'un de ses représentants, avec voix délibérative ;
 8. Avec voix consultative, du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou des autres représentants des services de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 2, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.
- Chaque membre peut se faire représenter par un suppléant appartenant à la même catégorie de représentant.

Article 2 - La sous-commission départementale exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements, conformément aux dispositions des articles R. 111-18-3, R. 111-18-7 et R. 111-18-10 du code de la construction et de l'habitation ;
- examen des dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et les dérogations à ces dispositions dans les établissements et installations recevant du public, conformément aux dispositions des articles R. 111-19-6, R. 111-19-10, R. 111-19-16, R. 111-19-19 et R. 111-19-20 du code de la construction et de l'habitation ;
- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les lieux de travail, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3 du code du travail.
- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 99-756 du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique.
- visites de réception (article R 111.19.10 du code de la construction et de l'habitation) des établissements recevant du public de 1ère catégorie et avis sur la conformité à l'autorisation de travaux et sur l'autorisation d'ouverture (articles L 111.8.1 et L 111.8.3 dudit code),
- avis sur toutes questions dont le préfet la saisit, notamment en matière de circulation des personnes handicapées et de l'accessibilité à ces personnes des bâtiments de toute nature,
- examen de la conformité à la réglementation des dossiers techniques amiante prévus aux articles R. 1334-25 et R. 1334-26 du code de la santé publique pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R. 122-2 du code de la construction et de l'habitation et pour les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 de ce même code classés en 1re et 2e catégorie

Article 3 - Les avis de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Article 4 - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'oeuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Article 5 - Conformément aux règles générales de quorum qui s'appliquent aux commissions administratives, la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative à la sous-commission doit être assurée.

Article 6 - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission, ainsi que toute personne qualifiée.

Article 7 - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental des territoires.

Article 8 - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Article 9 - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément à l'article R 123.16 du code de la construction et de l'habitation, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

Article 10 - Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 relatif à l'homologation des enceintes sportives, la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Article 11 - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 12 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 sont pris en compte lors de ce vote.

Article 12 - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123.35 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission départementale peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Article 13 - Un compte-rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission, ou à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas communicable à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication de documents administratifs.

Article 14 - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2 du décret sus-visé. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 15 - La saisine par le maire de la sous-commission départementale en vue de l'ouverture d'un E.R.P. de 1ère catégorie doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la sous-commission en informe immédiatement le maire.

Article 16 - La durée du mandat des membres non fonctionnaires de la sous-commission est de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son premier suppléant siège pour la durée du mandat restant à courir.

Article 17 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2007 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées sont abrogées.

Article 18 - Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 141/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - Une sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes, créée au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral ou l'un des membres titulaires prévus à l'article 4 - alinéa 1 du présent arrêté.

Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

Article 2 - La sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- avis sur les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible.

Article 3 - Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Article 4 - Sont membres avec voix délibérative les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

1 / pour toutes les attributions :

- le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental, selon les zones de compétence,
- le directeur départemental des territoires,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- le directeur départemental de la cohésion sociale,
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

2 / en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné
- les autres fonctionnaires de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1/ ci-dessus, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'autorisation d'aménagement de terrain de camping et de caravanage lorsqu'il existe un tel établissement. Le président peut être représenté par un vice-président ou à défaut par un membre du comité ou du conseil de l'établissement public qu'il aura désigné.

3 / est membre avec voix consultative :

- un représentant des exploitants.

Article 5 - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'oeuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Article 6 - En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leur suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission départementale ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

Article 7 - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

Article 8 - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Article 9 - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Article 10 - La sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Article 11 - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6 sont pris en compte lors de ce vote.

Article 12 - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Article 13 - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 14 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2007 portant constitution de la sous commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes sont abrogées.

Article 15 - Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la cohésion sociale, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 142/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - Il est constitué, au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, une sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives, dont la capacité d'accueil en spectateurs assis est comprise entre 500 et 8 000 en milieu couvert, et entre 3 000 et 30 000 en plein air.

Article 2 - Sans préjudice des dispositions du code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation applicables aux établissements recevant du public, la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- donner son avis sur les demandes d'homologation des enceintes sportives existantes ou à construire, ou des parties d'enceintes existantes à agrandir ou à modifier, notamment quant à la conformité de l'enceinte et des ouvrages qui la composent aux dispositions et normes techniques relatives à la construction, à la desserte et à l'accès des bâtiments qui leur sont applicables, ainsi qu'au respect de toute prescription particulière rendue nécessaire par la configuration de l'enceinte, son environnement ou l'usage auquel elle est destinée,
- proposer l'effectif maximal des spectateurs qui peuvent être admis simultanément dans l'enceinte, et la répartition de cet effectif par tribune, fixe ou provisoire, et hors tribune,
- déterminer, en fonction de cet effectif et de la configuration de l'enceinte, les conditions d'aménagement d'installations provisoires destinées à l'accueil du public,
- éventuellement, proposer l'aménagement d'un poste de surveillance dans l'enceinte.

Article 3 - La sous-commission départementale est présidée par un membre du corps préfectoral ou par un membre titulaire de la sous-commission désigné au 1 du présent article.

1. Sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :
 - le directeur départemental de la cohésion sociale
 - le chef du service interministériel de défense et de protection civile
 - le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental, selon les zones de compétence
 - le directeur départemental des territoires
 - le directeur régional de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant
 - le directeur départemental des services d'incendie et de secours
2. Est membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :
 - le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.
3. Sont membres à titre consultatif en fonction des affaires traitées :
 - le représentant du comité départemental olympique et sportif
 - les représentants des fédérations sportives concernées
 - le représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisation de sports et de loisirs et le propriétaire de l'enceinte sportive
 - les représentants des associations des personnes handicapées siégeant à la sous commission départementale pour l'accessibilité, dans la limite de trois membres.

Article 4 - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'oeuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Article 5 - En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leurs suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

Article 6 - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées ou membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

Article 7 - Les avis de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Article 8 - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental de la cohésion sociale.

Article 9 - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Article 10 - La sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives émet un avis favorable ou un avis défavorable.

Article 11 - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 5, sont pris en compte lors de ce vote.

Article 12 - Un compte-rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Article 13 - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 14 - La sous-commission départementale ne peut délibérer valablement, que si le dossier de la demande d'homologation est constitué en conformité des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 mai 1994 relatif à la procédure d'homologation des enceintes sportives ouvertes au public pour les enceintes sportives à construire ou parties d'enceintes existantes à agrandir ou à modifier, ou des dispositions de l'article 3 du même arrêté ministériel pour les enceintes sportives existantes à la date du 11 juin 1994.

Article 15 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2007 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives sont abrogées.

Article 16 - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le directeur régional de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la cohésion sociale, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 143/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - Une sous-commission départementale pour la sécurité publique, créée au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par le préfet ou son représentant.

1. Sont en outre membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-dessous ou leurs suppléants :

- le chef du bureau de la prévention et de la sécurité
 - le directeur départemental de la sécurité publique,
 - le commandant de groupement de gendarmerie,
 - le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
 - le directeur départemental des territoires
 - trois personnes qualifiées, représentant les constructeurs et les aménageurs,
2. Est également membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :
- le maire de la commune ou son représentant;

Article 2 - La sous-commission départementale pour la sécurité publique exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

□ Avis sur les études de sécurité publique, conformément aux articles R. 111-48, R. 111-49, R. 311-5-1, R. 311-6 et R. 424-5-1 du code de l'urbanisme, et à l'article R. 123-45 du code de la construction et de l'habitation.

Article 3 - Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité publique ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Article 4 - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'oeuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

Article 5 - En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leur suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission départementale ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

Article 6 - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

Article 7 - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par la direction départementale des territoires.

Article 8 - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Article 9 - La sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Article 10 - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6 sont pris en compte lors de ce vote.

Article 11 - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Article 12 - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 13 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010.

Article 14 - Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 144/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - Il est constitué, dans chacun des arrondissements du département de Meurthe-et-Moselle, une commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) autres que ceux de la 1ère catégorie.

Article 2 - La commission d'arrondissement pour la sécurité exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- visites de réception (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation) des E.R.P. autres que ceux de 1ère catégorie, et avis sur la délivrance du certificat de conformité (article L 460-2 du code de l'urbanisme) et de l'autorisation d'ouverture au public de ces établissements (R 123-45 et R 123-46 du code de la construction et de l'habitation)
- examen de toutes questions soumises par le maire de la commune concernée, qui relèvent de sa compétence
- délibération en séance plénière sur les avis du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité, qui est chargé des contrôles périodiques ou inopinés sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. autres que ceux de la 1ère catégorie (R 123-48 du C.C.H.).

La fréquence des séances plénières de la commission d'arrondissement pour la sécurité est fixée comme suit pour chaque arrondissement :

Arrondissements de

TOUL	1 ^{er} jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture
LUNEVILLE	2 ^{ème} jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture
BRIEY	3 ^{ème} jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture
NANCY	4 ^{ème} jeudi de chaque mois au SDIS

Article 3 - La commission d'arrondissement pour la sécurité est présidée par le sous-préfet. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral, le directeur de cabinet, le secrétaire général de la sous-préfecture ou par un fonctionnaire du cadre national des préfetures de catégorie A ou B désigné par arrêté préfectoral.

Article 4 - Sont membres de la commission d'arrondissement pour la sécurité avec voix délibérative les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef de la circonscription de sécurité publique ou le commandant de compagnie de gendarmerie territorialement compétent
- un agent de la direction départementale des territoires
- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention
- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.
- un représentant de l'inspection générale de sécurité incendie de la SNCF en ce qui concerne les locaux accessibles au public situés sur le domaine public du chemin de fer (ERP type GA).

Article 5 - En cas d'absence d'un des membres désignés à l'article 4, la commission d'arrondissement pour la sécurité ne peut émettre d'avis.

Article 6 - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

Article 7 - Le secrétariat de la commission d'arrondissement pour la sécurité est assuré par la sous-préfecture de l'arrondissement siège de la commission ; à défaut par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Article 8 - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Article 9 - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément aux dispositions de l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité.

Il est entendu à la demande de la commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la commission.

Article 10 - La commission d'arrondissement pour la sécurité émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Article 11 - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Article 12 - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123-35 du code de la construction et de l'habitation, la commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Article 13 - Un compte rendu est établi au cours de la réunion de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Article 14 - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 15 - La saisine par le maire de la commission d'arrondissement pour la sécurité en vue de l'ouverture d'un E.R.P., y compris les établissements itinérants, doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la commission en informe immédiatement le maire.

Article 16 - La commission d'arrondissement pour la sécurité n'a pas compétence en matière de solidité.

Article 17 - Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité
- l'attestation du bureau de contrôle lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

Article 18 - Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite doivent être fournis à la commission.

Article 19 - En l'absence des documents visés aux articles 17 et 18, qui doivent être remis avant la visite, la commission ne peut se prononcer.

Article 20 - La commission ne peut rendre un avis que lorsque les contrôles techniques obligatoires ont été réalisés et les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

Article 21 - Dans le cadre des visites de réception après travaux ou des contrôles périodiques, il appartient au maire de la commune concernée de notifier à l'exploitant l'obligation pour lui d'assister à la visite de son établissement ou de s'y faire représenter par une personne qualifiée.

Dans le cas d'une direction unique de plusieurs exploitations de types divers ou similaires dans un même bâtiment, l'exploitant désigné comme directeur informe chaque exploitant concerné de la visite de la commission.

Article 22 - Le président de la commission tient informée la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. de la liste des établissements et des visites effectuées.

Le président de la commission d'arrondissement présente un rapport d'activité à la sous-commission départementale au moins une fois par an.

Article 23 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010. A cette même date, les dispositions des arrêtés préfectoraux des 27 septembre 2007, relatives aux commissions de sécurité d'arrondissement, sont abrogées.

Article 24 - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 145/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - Il est constitué, dans chacun des arrondissements du département de Meurthe-et-Moselle, une commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public autres que ceux de la 1ère catégorie, et à l'exception des établissements de 5ème catégorie au sens de l'article R. 123.19 du code de la construction et de l'habitation.

Article 2 - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- visites de réception, (article R 111.19.10 du code de la construction et de l'habitation) des établissements recevant du public autres que ceux de 1ère catégorie, et avis sur la conformité à l'autorisation de travaux et sur l'autorisation d'ouverture respectivement prévues aux articles L 111.8.1 et L 111.8.3 dudit code.

Article 3 - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité est présidée par le sous-préfet territorial. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral, le directeur de cabinet, le secrétaire général de la sous-préfecture ou par un fonctionnaire du cadre national des préfectures de catégorie A ou B désigné par arrêté préfectoral.

Article 4 - Sont membres de la commission avec voix délibérative les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- un agent de la direction départementale des territoires
- un agent de la direction départementale de la cohésion sociale
- un représentant des associations de personnes handicapées :
pour les arrondissements de BRIEY LUNEVILLE et TOUL, parmi ceux désignés à l'article 1.3 de l'arrêté susvisé portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées
- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.

Article 5 - Conformément aux règles générales de quorum qui s'appliquent aux commissions administratives, la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative à la commission doit être assurée.

Article 6 - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

Article 7 - Le secrétariat de la commission d'arrondissement pour l'accessibilité est assuré par la direction départementale des territoires.

Article 8 - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

Article 9 - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité émet un avis favorable ou un avis défavorable. L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

Article 10 - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Article 11 - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123.35 du code de la construction et de l'habitation, la commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

Article 12 - Un compte-rendu reflétant la position de chaque membre est établi au cours de la réunion de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétaire de la commission.

Il n'est pas communicable à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Article 13 - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 14 - La saisine par le maire de la commission d'arrondissement pour l'accessibilité en vue de l'ouverture d'un établissement recevant du public doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la commission en informe immédiatement le maire.

Article 15 - Le président de la commission tient informé la sous-commission départementale d'accessibilité de la liste des établissements et des visites effectuées et, une fois par an au moins, présente un rapport d'activité.

Article 16 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 octobre 2010. A cette même date, les dispositions des arrêtés préfectoraux des 27 octobre 2007, relatives aux commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées sont et demeurent rapportées.

Article 17 - Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de la cohésion sociale, le directeur départemental des territoires, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 146/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif au groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Un groupe de visite, créé, au sein de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., est chargé des contrôles périodiques ou inopinés (article R 123-48 du code de la construction et de l'habitation) sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. de 1ère catégorie et les I.G.H.

Article 2 - Le groupe de visite comprend obligatoirement :

- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou l'un de ses suppléants, titulaire du brevet prévention
- le directeur départemental des territoires ou l'un de ses suppléants,
- le commandant du groupement de gendarmerie départemental ou le directeur départemental de la sécurité publique ou l'un de leurs suppléants,
- le maire ou l'adjoint désigné ou, à défaut, un conseiller municipal qu'il aura désigné.

Article 3 - En l'absence de l'un des membres désignés à l'article 2, le groupe de visite de la sous-commission départementale ne procède pas à la visite.

Article 4 - Le groupe de visite constate sur place l'application de la réglementation, puis présente en séance plénière de la sous-commission départementale sa conclusion sous forme de rapport de visite, assorti d'une proposition d'avis formelle, favorable ou défavorable, signé de tous les membres présents en faisant apparaître la position de chacun.

Le rapport de visite est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission départementale. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Article 5 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou l'un de ses suppléants mentionnés à l'article 2 est rapporteur du groupe de visite devant la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., en séance plénière.

Article 6 - Le secrétariat est assuré par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Article 7 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010. A cette même date les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2007 portant constitution du groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.) sont abrogées.

Article 8 - Le directeur de cabinet, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n° 147/2010/SIDPC du 7 septembre 2010 relatif au groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Un groupe de visite, créé, au sein de chaque commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P., est chargé des attributions suivantes :

- contrôles périodiques ou inopinés (article R 123-48 du code de la construction et de l'habitation) sur l'observation des dispositions réglementaires et réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. du 1er groupe, autres que ceux de la 1ère catégorie ;
- éventuellement, visites des E.R.P. de 5ème catégorie sur demande des maires (R 123-14 du C.C.H.), en priorité ceux comportant des locaux à sommeil.

Article 2 - Le groupe de visite comprend obligatoirement :

- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention, membre de la commission d'arrondissement pour la sécurité ou un de ses suppléants ;

- un agent de la direction départementale des territoires, membre de la commission d'arrondissement pour la sécurité ou l'un de ses suppléants ;
- le commandant de la compagnie de gendarmerie ou le chef de la circonscription locale de sécurité publique ou l'un de leurs suppléants ;
- le maire ou l'adjoint désigné par lui ou, à défaut, un conseiller municipal qu'il aura désigné.

Article 3 - En l'absence de l'un des membres désignés à l'article 2, le groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité ne procède pas à la visite.

Article 4 - Le groupe de visite constate sur place l'application de la réglementation, puis présente en séance plénière de la commission d'arrondissement pour la sécurité sa conclusion sous forme de rapport de visite, assorti d'une proposition d'avis formelle, favorable ou défavorable, signé de tous les membres présents en faisant apparaître la position de chacun.

Le rapport de visite est versé au dossier conservé par le secrétariat de la commission d'arrondissement pour la sécurité. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

Article 5 - Un sapeur-pompier préventionniste, membre de la commission d'arrondissement ou l'un de ses suppléants mentionnés à l'article 2, est rapporteur du groupe de visite devant la commission d'arrondissement, lors de sa séance plénière.

Article 6 - Le secrétariat est assuré par la sous-préfecture de l'arrondissement siège de la commission ou, à défaut, par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Article 7 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 27 septembre 2010. A cette même date les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2007 portant constitution du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) sont abrogées.

Article 8 - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 13 juillet 2010 portant habilitation de l'entreprise de pompes funèbres « SARL PF Lescanne D » à PIENNES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande formulée par Monsieur Daniel LESCANNE, gérant de la SARL « PF Lescanne D » sise 4, rue Ambroise Croizat 54490 PIENNES

ARRETE

Article 1er - L'entreprise « SARL PF Lescanne D » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- Les soins de conservation (sous-traitance)
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 - Le numéro d'habilitation est 2010-54-174

Article 3 - La durée de la présente habilitation est d'un an

Article 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Daniel LESCANNE
- Monsieur le Maire de PIENNES
- Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08
- En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 1953/2010 du 20 août 2010 (Vosges/Meurthe-et-Moselle) portant modification des statuts de la communauté de communes de la Vallée de la Plaine

Le préfet des Vosges,

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L. 5211-5-II du Code Général des Collectivités Territoriales sont réunies,

AR R E T E N T

Article 1er : Les statuts de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine sont ceux annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Saint-Dié-des-Vosges, le Sous-Préfet de Lunéville, la Directrice Départementale des Finances Publiques, le Trésorier de la communauté de communes, le Président de la communauté de communes, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles des préfectures des Vosges, d'une part, et de Meurthe-et-Moselle, d'autre part.

Epinal, le 20 août 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la préfecture
Hugues MALECKI

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE LA PLAINE

Article 1er : Constitution

Il est constitué une communauté de communes dénommée :

« COMMUNAUTE de COMMUNES de la VALLEE de la PLAINE » entre les communes d'Allarmont, Bionville (Meurthe et Moselle), Celles-sur-Plaine, Luvigny, Pierre Percée (Meurthe et Moselle), Raon l'Etape, Raon-sur-Plaine, Raon les Leau (Meurthe et Moselle) et Vexaincourt

Article 2 : Objet de la Communauté

Conformément aux articles L 5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, la Communauté de communes a pour but d'associer des communes mentionnées à l'article 1^{er} au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

Elle exercera de plein droit, aux lieux et places des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

« COMPETENCES OBLIGATOIRES**Groupe « Aménagement de l'espace »**

- Elaborer et mettre en œuvre un schéma directeur
- Elaborer un plan de paysage et le mettre en œuvre par des actions foncières et de valorisation des friches
- Réaliser et faire fonctionner une piste multi-activités et tous équipements destinés à l'attrait de celle-ci
- Participer à l'élaboration d'un SCOT
- Participer à l'élaboration d'une charte de paysage pour le territoire du Pays de la Déodatie
- Digitalisation du cadastre

Groupe « Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté »

- Aider à l'implantation d'entreprises de plus de cinq salariés sur tout le territoire de la CCVP et, si besoin est, se rendre maître d'ouvrage et/ou propriétaire d'immobiliers d'entreprises (hors commerces et agriculture) de plus de 250 m² bâtis. Gérer les opérations réalisées par la CCVP depuis sa création.
- La CCVP se réserve la possibilité, pour les autres projets économiques, d'apporter un fonds de concours à une commune membre si le projet dépasse manifestement l'intérêt communal.
- Tourisme
 - * Mettre en œuvre des actions en faveur du tourisme rural et du tourisme vert, soit directement, soit en aidant des associations agissant dans ces domaines tels que les Clubs Vosgiens, les sociétés de pêche ou l'Office de Tourisme Intercommunal,
 - * Percevoir la taxe de séjour
 - * Développer les équipements touristiques publics et les mettre en valeur (voie romaine, lac de la Maix, hauts lieux de notre histoire, la Hallière, site du Coquin, château de Pierre-Percée, fontaines classées de Raon l'Etape, tableaux et autres objets classés). Suivre, épauler et développer les activités d'un Office de Tourisme Intercommunal
- Petit commerce, artisanat et agriculture
 - * Aider au maintien et au développement du petit commerce, de l'artisanat et des activités agricoles, et même aider à la création, dans le cas de projets communaux, de petits commerces, au besoin dans ce dernier cas en devenant maître d'ouvrage de travaux d'installation si le manque de services à la personne est manifeste.
 - * Aider à la remise en état de terrains agricoles dans le cadre du plan de paysage.
- Réhabilitation des friches industrielles du territoire intercommunal.

COMPETENCES OPTIONNELLES**Groupe « Politique du logement et du cadre de vie »**

- Réaliser un Programme Local de l'Habitat (PLH) et toutes actions tendant à l'amélioration de l'habitat (telles que O.P.A.H., P.I.G.)
- Aides aux rénovations des façades privées et communales
- Mettre en place des aires de loisirs et de détente, hors jeux et à caractère touristique
- Réhabiliter le petit patrimoine et les éléments urbains : fontaines, lavoirs, calvaires et tout autre petit patrimoine caractéristique du territoire intercommunal
- Traiter les entrées d'agglomération et notamment les entrées du territoire intercommunal en visant à ce qu'elles aient le même cachet
- Elaborer un schéma de services (de proximité) et le mettre en œuvre

Groupe « Protection et mise en valeur de l'environnement »

- Entretenir et aménager la rivière la Plaine et ses affluents, ainsi que tout ce qui touche de près à la rivière
- Mise en place et fonctionnement d'une déchetterie
- Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés : la compétence Déchets est totale
- Entretenir et aménager la Meurthe.

COMPETENCE SPECIFIQUE

- Achat de matériel d'équipement en commun
- Apporter tout fonds de concours à une commune membre si l'utilité d'un équipement dépasse manifestement l'intérêt communal. »

Article 3 : Siège et durée

Le siège de la Communauté de Communes est fixé à RAON L'ETAPE – 46, rue de Stalingrad.

La Communauté de Communes est constituée pour une durée illimitée.

Article 4 : Composition du conseil de communauté

La Communauté est administrée par un conseil, composé de délégués élus au sein des conseils municipaux des communes membres, selon la répartition suivante :

Moins de 100 habitants	1 délégué titulaire – 1 délégué suppléant
De 101 à 500 habitants	2 délégués titulaires – 2 délégués suppléants
De 501 à 1 000 habitants	3 délégués titulaires – 3 délégués suppléants
De 1 001 à 1 500 habitants	4 délégués titulaires – 4 délégués suppléants
De 1 501 à 2 000 habitants	5 délégués titulaires – 5 délégués suppléants
De 2 001 à 3 000 habitants	7 délégués titulaires – 7 délégués suppléants
Plus de 3 000 habitants	8 délégués titulaires – 8 délégués suppléants

Les délégués suppléants sont appelés à siéger au conseil de communauté avec une voix délibérative en cas d'empêchement des délégués titulaires.

La population prise en compte est la population totale qui est donnée par le recensement officiel qu'il soit total ou partiel.

Article 5 : Elections des délégués

Les délégués sont élus par chaque conseil municipal au scrutin secret, à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Les délégués suivent le sort du conseil municipal quant à la durée de leur mandat. Mais en cas de suspension, de dissolution de celui-ci ou de démission de tous les membres en exercice, ce mandat est continué jusqu'à la nomination des délégués par le nouveau conseil municipal. Les délégués sortant sont rééligibles.

En cas d'élection du nouveau maire en cours de mandat, le conseil municipal concerné doit renommer de nouveaux délégués.

En cas de vacance parmi les délégués, par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil municipal pourvoit au remplacement dans un délai d'un mois. A défaut pour une commune d'avoir désigné ses délégués, cette commune est représentée au sein de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale par le maire et le premier adjoint.

Article 6 : Fonctionnement du conseil

La Communauté de Communes est responsable, dans les conditions prévues par les articles L 2123-31 et L 2123-33 du Code Général des Collectivités Territoriales pour les conseillers municipaux et les maires, des accidents survenus aux membres du conseil de communauté et à son président.

Les conditions de validité des délibérations du conseil de communauté et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et la tenue des séances sont celles que fixe le Code Général des Collectivités Territoriales pour les conseils municipaux.

Les lois et règlements qui concernent le contrôle administratif et financier des communes sont applicables à la Communauté de Communes.

Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre, au siège de la Communauté de Communes ou dans un autre lieu choisi par le conseil dans l'une des communes membres.

Le Président est tenu de convoquer le conseil chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite motivée et signée par un tiers au moins des membres du conseil.

L'administration des éventuels établissements issus ou faisant l'Objet de la Communauté de Communes est soumise au droit commun.

La décision du conseil de communauté dont les effets ne concerneront qu'une seule des communes membres ne peut être prise qu'après l'avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans un délai de trois mois, sauf cas d'urgence, à compter de la transmission du projet, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de communauté.

Article 7 : Le bureau

Le conseil de communauté élit en son sein un bureau composé de 9 membres :

- Un Président,
- 4 Vice-Présidents,
- 4 Membres.

Le conseil de communauté peut, en application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, confier au bureau le règlement de certaines affaires en lui donnant à cet effet une délégation dont il fixe les limites.

Le Président exécute les décisions du conseil et représente la communauté en justice.

Lors de chaque réunion obligatoire, le président et le bureau rendent compte au conseil de leurs travaux.

Article 8 : Conditions financières, patrimoniales et d'affectation des personnels

Le transfert de patrimoine portera sur tout bien, mobilier ou immobilier, nécessaire à l'exercice des compétences.

Il se fera sous forme :

- soit d'une simple affectation du bien, sans transfert de propriété (mise à disposition),
- soit d'un transfert effectif de propriété, ne donnant lieu à aucune indemnité.

Les conditions précises de ces transferts (y compris la prise en charge éventuelle de la dette des communes correspondant aux compétences transférées) sont décidées par délibérations concordantes du conseil de communauté et de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres.

Les biens acquis ou réalisés par la communauté seront sa propriété. Ils pourront être mis à dispositions des communes adhérentes.

Concernant le personnel nécessaire à l'exercice des compétences, les conditions de leur éventuelle affectation seront fixées également par délibération concordantes du conseil de communauté et de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes.

Article 9 : Ressources

Les recettes de la communauté comprennent :

- Le produit de la fiscalité directe,
- La dotation globale de fonctionnement (DGF),
- La dotation de développement rural (DDR),
- La dotation globale d'équipement (DGE),
- Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA),
- Le produit des taxes, redevances ou contributions correspondant aux services assurés,
- Les sommes qu'elle perçoit des administrations publiques, associations ou particuliers en échange d'un service,
- Les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales, de la communauté européenne ou toutes autres aides publiques,
- Le revenu de ses biens meubles et immeubles,
- Le produit des emprunts, des dons et des legs.

Article 10 : Dépenses

Les dépenses de la communauté de communes comprennent :

- les dépenses de tous les services confiés à la communauté de communes, au titre des compétences de droit, optionnelles, facultatives ou spécifiques,
- les dépenses relatives aux services propres de la communauté de communes.

Article 11 : Admission d'une nouvelle commune

L'admission de nouvelles communes au sein de la Communauté de Communes est régie par l'article L 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales

Article 12 : Retrait d'une commune

Le retrait d'une commune interviendra dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 13 : Modifications apportées aux conditions initiales de fonctionnement – Extension des attributions

Les modifications susceptibles d'être apportées aux conditions de composition et de fonctionnement de la communauté de communes interviendront dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 14 : Admission de nouvelles communes

Le conseil de communauté se prononce sur l'adhésion de nouvelles communes qui sera soumise ensuite aux conseils municipaux des communes associées dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 15 : Retrait d'une commune

Le retrait des communes s'effectue dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 16 : Trésorier

Les fonctions de receveur de la Communauté de Communes sont assurées par le trésorier de Raon-l'Etape.

Article 17 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Saint-Dié-des-Vosges, le Sous-Préfet de Lunéville, la Directrice Départementale des Finances Publiques, le Trésorier de la communauté de communes, le Président de la communauté de communes, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles de la Préfecture des Vosges.

Epinal, le 20 août 2010

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

PREFECTURE DES VOSGES

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général de la préfecture,

Hugues MALECKI

Extrait de l'arrêté du 8 septembre 2010 autorisant la communauté de communes du Grand Couronné à exercer la compétence délégation de maîtrise d'ouvrage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

AR R E T E

Article 1er : La communauté de communes du Grand Couronné est autorisée à exercer la compétence :

"Délégation de maîtrise d'ouvrage :

La communauté de communes pourra, sous certaines conditions, à la demande des communes membres ou de toute commune ou groupement de communes même non-membres de la communauté de communes, ou de toute structure non lucrative, assumer les missions de maîtrise d'ouvrage et d'œuvre déléguées d'opérations, propres à ces communes. Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et d'œuvre fixera les conditions de réalisation de ces délégations."

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts sont modifiés en conséquence.

Article 3 : Madame la sous-préfète chargée de mission et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à Madame la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 septembre 2010

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La sous-préfète chargée de mission,

Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 14 septembre 2010 autorisant la communauté de communes du Saintois à exercer la compétence " Favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées notamment en accordant des garanties d'emprunt" et modifiant les statuts en conséquence

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'à l'issue du délai de consultation, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

AR R E T E

Article 1er : La communauté de communes du Saintois est autorisée à exercer la compétence "Favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées notamment en accordant des garanties d'emprunt".

Les statuts, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Madame la sous-préfète chargée de mission et le président de la communauté de communes du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 septembre 2010

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La sous-préfète chargée de mission,

Juliette TRIGNAT

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 24 août 2010 donnant acte à la société SOLVAY FINANCE FRANCE de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des mesures complémentaires

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT l'absence d'exploitation de la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE ;

CONSIDERANT la nécessité de conserver l'information relative à la position du sondage de reconnaissance dont les coordonnées Lambert II étendu sont connues, mais dont la trace visible sur le terrain n'a pas été retrouvée.

AR R E T E

Article 1er : Il est donné acte à la société SOLVAY FINANCE FRANCE dont le siège social est à PARIS (75009) - 25 rue de Clichy, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE.

Article 2 : Mesures complémentaires concernant les sondages

La société SOLVAY FINANCE FRANCE produira au préfet de la Meurthe-et-Moselle, dans un délai maximal de deux (2) mois, un document positionnant le sondage de reconnaissance qui comportera :

- les coordonnées Lambert II étendu du sondage,
- les références cadastrales de la parcelle d'assise du sondage,
- un plan cadastral (ou un extrait) sur lequel est reporté le sondage.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 5 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la société SOLVAY FINANCE FRANCE et dont copie sera adressée pour information à :

- Messieurs les maires de NANCY, JARVILLE-la-MALGRANGE, TOMBLAINE, ART-sur-MEURTHE, LANEUEVILLE-devant-NANCY et SAULXURES-lès-NANCY,
- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles,
- Monsieur le Général, Commandant la Région militaire de Défense Nord/Est,
- Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le directeur de l'agence régionale de la santé lorraine - délégation départementale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 24 août 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Coopérative Agricole Lorraine d'ÉCROUVES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les installations exploitées par la CAL à Écrouves appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers fournies par la CAL à Écrouves et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant que les mesures définies dans le PPRT résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du site de la COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE sur le territoire de la commune d'Écrouves annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme et devra être annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes d'Écrouves et de Choley-Ménillot par le biais d'arrêtés de mise à jour de ces documents d'urbanisme.

Article 3 : Les mesures de protection des populations face aux risques encourus, prescrites par le PPRT, devront :

- être prises en compte dès la conception des projets d'urbanisme (aménagement ou extension de constructions existantes) ;
- être mises en œuvre dans un délai de deux ans à compter de la date d'approbation du PPRT en ce qui concerne les mesures sur les usages.

Article 4 : Le PPRT comprend :

- une note de présentation décrivant les installations à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- un plan de zonage réglementaire faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L.515-15 et L.515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - * les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
 - * les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
 - * des recommandations tendant à renforcer la protection des populations, définies en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

Le dossier sera tenu à la disposition du public à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, dans les mairies des communes d'Écrouves et de Choley-Ménillot ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes du Toulinois, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

Article 5 : Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés désignés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°PPRT 2009-001 du 13 janvier 2009 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du site de la CAL implanté sur la commune d'Écrouves.

Le présent arrêté sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant un mois en mairies d'Écrouves et de Choley-Ménillot.

Un avis concernant l'approbation de ce PPRT sera inséré, par les soins du Préfet, dans le le quotidien "L'Est Républicain".

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5 du présent arrêté ;
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Toul, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, M. le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la Communauté de Communes du Toulinois, Meurthe-et-Moselle les maires des communes de Écrouves et Choley-Ménillot sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 25 août 2010 portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la deuxième ligne de transport en commun de l'agglomération nancéienne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

ARRETE

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la deuxième ligne de transport en commun en site propre sur le territoire des communes de NANCY, LAXOU, MAXEVILLE, JARVILLE-la-MALGRANGE et LANEUEVILLE-devant-NANCY, conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : La Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisée à acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation des travaux projetés, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération sont exposés dans le document ci-annexé prévu à l'article L.11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 4 : Le présent arrêté et ses annexes seront affichés au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et dans les communes de NANCY, LAXOU, MAXEVILLE, JARVILLE-la-MALGRANGE et LANEUVEVILLE-devant-NANCY pendant une durée de deux mois.

Le présent arrêté sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, les maires des communes de NANCY, LAXOU, MAXEVILLE, JARVILLE-la-MALGRANGE et LANEUVEVILLE-devant-NANCY, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé au :

- président du tribunal administratif de Nancy;
- directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 août 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre de détention de TOUL - Décision du 6 septembre 2010 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (catégories A, officiers et 1^{ers} surveillants)

Le directeur du centre de détention de Toul,

Vu le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire.
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1

DECIDE

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Messieurs Patrick COLLIGNON et Michel GARCIA, Directeurs adjoints, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché d'administration, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Eric MARKO, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. ANSTETT Guy, commandant
- M. DEMANGE Damien, lieutenant
- M. BARON Yvan, lieutenant
- M. PETITJEAN Didier, capitaine
- M. CHRISTOPH Claude, lieutenant
- M. ROBOT Philippe, capitaine

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. BERNARD Fabrice, major
- M. POIRSON Gérard, 1^{er} surveillant
- M. CARBONI Jean-Raymond, 1^{er} surveil.
- M. ROBERT Pascal, major
- M. DJERFI Brahim, 1^{er} surveillant
- M. SIMONIN Thierry, 1^{er} surveillant
- M. FLORENTIN Laurent, 1^{er} surveillant
- M. ZEHREN Christophe, 1^{er} surveillant
- M. GRELOT Eric, major
- M. MULLER Patrick, 1^{er} surveillant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 6 septembre 2010

Le directeur,
F. GERVAIS

Centre de détention de TOUL - Décision du 6 septembre 2010 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (tableau des catégories A, officiers et 1^{ers} surveillants)

Le directeur du centre de détention de Toul

donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1), aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjoints	Attaché d'Administration	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Major et 1 ^{ers} surveillants
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			X		
Fouille des détenus	D.275 CPP	X			X	X	X
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X		X	X	X

Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X			X	X	
<u>2) Procédure disciplinaire à destination des détenus :</u> Mise en prévention	D.250-3 CPP	X	X		X	X	
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	X			X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	X			X		
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	X			X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	X			X		
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X	X		X		
<u>3) Procédure d'isolement :</u> Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP	X	X		X		
<u>4) Autorisation d'accès :</u> Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D.390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X	X	X		
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP						
<u>5) Visites et correspondances :</u> Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP	X	X		X		
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X		X	X	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP						
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X			X		
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X					
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP						
<u>6) Affectations en cellule :</u> Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	X			X	X	
<u>7) Travail, activités à l'établissement :</u> Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP						
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP						
Classement, déclassement ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	X			X	X	
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	X					
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP	X					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X		X	X	
<u>8) Sommes, valeurs et biens des détenus :</u> Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X			X		
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X		X		
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP						
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	X	X		X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP						
<u>9) Divers :</u> Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X		X	X	
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		X	X	
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire	D.444-1 CPP						

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
Département de l'accès à la santé

Extrait de l'arrêté n° 2010-15 du 24 août 2010 portant radiation de l'agrément n° 177 : MANCIEULLES AMBULANCES, 16 bis rue Koenig - 54790 MANCIEULLES

Le directeur général de l'agence régionale de santé,

CONSIDERANT la lettre du 3 août 2010 de Messieurs GUILLET Jean-Luc et CARPANESE Pierrick, gérants de la société MANCIEULLES AMBULANCES demandant l'annulation de l'agrément provisoire délivré le 26 juillet 2010 ;

AR R E T E

Article 1er : L'agrément n° 177 délivré le 26 juillet 2010, à titre provisoire, à la SARL « MANCIEULLES AMBULANCES » est retiré.

La société MANCIEULLES AMBULANCES est radiée de la liste départementale des entreprises de transports sanitaires.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Messieurs GUILLET Jean-Luc et CARPANESE Pierrick. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 24 août 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef du département de l'accès à la santé,
Serge MORAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2010 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle le 12 novembre 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 12 novembre 2010.

Article 2 - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 13 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Secrétariat général

Décision n° 2010/DDT/SG/FSM/007 du 1^{er} septembre 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accord-cadre au titre du ministère de la Défense

Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU la loi du n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales

VU le décret n° 2007-482 du 29 mars 2007 autorisant le ministre de la défense à déléguer ses pouvoirs en matière de marchés publics et d'accords-cadres, notamment son article 2 ;

VU le Décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles et notamment son article 20 ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007, portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale, signataires des marchés publics et des accords-cadres au ministère de la défense ;

VU l'arrêté du 28 février 2008 désignant les directions départementales de l'équipement et directions départementales de l'équipement et de l'agriculture compétentes en matière d'ingénierie aéroportuaire militaire ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'organigramme du service,

D E C I D E

Article 1er : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe,
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, après avis de la commission interne, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe,
- la signature des bons de commandes dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées ci-dessous ;

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics, la procédure de consultation, de choix du titulaire, de signature des marchés et de demande d'engagement transmises à la Direction Régionale du Service Infrastructures de la Défense (DRSID) Ordonnateur Secondaire, est déléguée, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à :

- pour les marchés de travaux < 206 K€ H.T. et les marchés de fournitures et services < 133 K€ H.T. : Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe,
- pour les marchés < 50 K€ H.T. : Mme Isabelle THOMAS, responsable de l'Unité Infrastructures Aéronautiques,
- pour les marchés < 10 K€ H.T. : la Capitaine Solène BENY, adjoint au chef de l'Unité Infrastructures Aéronautiques sur le site de Nancy-Ochey.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Isabelle THOMAS, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement

En cas d'absence de Madame Isabelle THOMAS, la délégation de signature qui lui est confiée sera exercée par la personne chargée, par décision, de son intérim.

Article 3 : Sur proposition des subdélégués désignés à l'article 1, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les marchés et demandes d'engagement transmises à la Direction Régionale du Service Infrastructures de la Défense (DRSID) Ordonnateur Secondaire, dans la limite des montants indiqués.

Article 4 : La signature des agents habilités par la présente décision est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Landes.

Article 5 : La présente décision abroge et remplace la délégation 2010/DDT/SG/FSM/004 du 5 mars 2010 et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} septembre 2010

Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Arrêté n° 2010/DDT/SG/FSM/008 du 1er septembre 2010 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°10.BMSSE.03 du 20 janvier 2010, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des décisions portant les numéros de référence : A1 a14, A1 a30, A10 a1, A2 c2, A2 b1 (pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école) et 120.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargé du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 240 ;

Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A2 a1 à A2 a4, A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a7, A4 b3 à A4 b24 ;

- A5 a2 ;

Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A2 a1 ;

Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Thierry BONNAUD, Brigitte BOULANGER, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Martine COUDERT, Ghislaine DOSSOU, Julien DRUET, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Michel FRANCOIS, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Michel HANDTKE, Agnès HOCHÉ, Daniel KLIPFEL, Anne-Catherine LADERRIERE, Suzanne LECROART, Noëlle LOMBARD, Patrick MENOUX, Christophe MOQUILLON, Danielle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Mathieu RUER, Christian SAUGET, Michel TALLET, Isabelle THOMAS, Stéphane VIADER, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMEN, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 a2, A5 a3 ;

Madame et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, Hélène GUIDAT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a18 (pour les congés annuels) ;

Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a18 (pour les congés annuels) ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, Michèle GONFRAY, David GRANDIDIER, Irène JOLY, Sylvie HARDOUIN, Françoise LAUNAY, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAOULT, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5 b5 ;

Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires juridiques », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A8 a1, A8 a2 ;

Monsieur Thierry GUYOT, chargé par intérim de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;

Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A4 b19 ;

Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;

- A6 a2 à A6 a5 ;

Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de l'unité « sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 a2 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A6 a1 ;

Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a18 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a19 à A1 a21, A1 a26, A1 a29, A1 a35 ;

Madame Audrey DONNOT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 3 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

en remplacement de Monsieur Jean VINSON :

- par Madame Chantal SPYCHALA, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a2 à A1 a9,

A1 a11, A1 a12, A1 a15 à A1 a17, A1 a18 à A1 a25, A1 a28, A1 a33 ;
- par Monsieur Patrick VIARD, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant le numéro de référence A1 a36 ;
en remplacement de Monsieur Karim MIKSA ;
- par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;
en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET ;
- par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;
en remplacement de Monsieur Hervé BOYER ;
- par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;
en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE ;
- par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.
- par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n°2010/DDT/SG/FSM/006 en date du 12 avril 2010 est abrogé.

Article 6 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Nancy, le 1^{er} septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Arrêté n° 2010/DDT/SG/FSM/009 du 1^{er} septembre 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n°90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n°904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;

VU le décret n°2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n°2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,

- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,

- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,

- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,

- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,

- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1^{er} janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°10.OSD.01 du 20 janvier 2010, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires ;

VU l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1^{er} : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,

- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe,

- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté,

- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe et à Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;
- Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;
- Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
- Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;
- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les engagements comptables ou demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les engagements juridiques ;
- les ordres de paiement présentés sur le fonds de prévention des risques naturels majeurs (pour Madame Sophie-Charlotte VALENTIN).

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les engagements juridiques ;
- les titres de perception en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Patrick ARNAULT, chargé du Pôle relais du Pays-Haut à l'effet de signer les titres de perception en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT.

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Francis MALLET, adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
- Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général ;
- Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux », pour les dépenses de fonctionnement ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les engagements juridiques.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de :

50 000 euros HT par commande pour :

- Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet ;

10 000 euros HT par commande pour :

- Madame Sandrine BACHER, chargée de l'unité « formation et développement des compétences » ;
- Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;
- Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;
- Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;
- Madame Suzanne LECROART, chargée par intérim de l'unité « communication » ;
- Monsieur Christian SAUGET, chargé de l'unité « patrimoine État » ;
- Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité ».

Article 6 : Sur proposition des subdélégués désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

Article 7 : Subdélégation de signature à Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux », responsable d'unité comptable, à l'effet de signer :

Pour les opérations comptables relevant des BOP « écologie, énergie, développement durable et mer » :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement ;

Pour les opérations comptables relevant des BOP « alimentation, agriculture et pêche » :

- les engagements comptables et les pièces d'ordonnancement de dépenses et de recette de toute nature adressées à la Trésorerie Générale.

En son absence, la subdélégation est donnée à Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux », ou à Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information ».

Article 8 : Subdélégation de signature est donnée aux responsables d'unités comptables, désignés ci-dessous à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement,

Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Isabelle THOMAS, chargée de l'unité « infrastructures aéronautiques » ou à Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux » ;

Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en son absence, à Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet.

Article 9 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 10 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2010/DDT/SG/FSM/005 du 2 avril 2010 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Arrêté n° 2010/DDT/SG/FSM/010 du 1^{er} septembre 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics (C.I.F.P.)

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel du 26 août 2003 nommant Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du CIFP de Nancy - Pont-à-Mousson
VU l'arrêté SGAR n° 2010-32 du 1er février 2010 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, relative à la gestion des Unités Opérationnelles du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de Pont-à-Mousson et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, sous réserve des limitations figurant à l'article 4 du même arrêté ;
VU l'arrêté SGAR n° 2010-33 du 1er février 2010 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine donnant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, pour l'exercice des attributions de la personne chargée de la mise en œuvre des procédures de marchés (représentant du pouvoir adjudicateur), sous réserve de la limitation figurant à l'article 2 du même arrêté ;
VU l'organigramme du service,

ARRETE

Article 1er : La définition des marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe ;
- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;
- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de NANCY ou, en son absence, à Madame Danielle ROBERT, directrice adjointe, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée à :

Madame Danielle ROBERT, directrice adjointe du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de NANCY à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences :

- les demandes d'engagement transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent
- les engagements juridiques

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée à :

- Madame Anne LEFRANC, responsable du pôle « modernisation » exerçant les fonctions de Secrétaire Générale du CIFP de Nancy ;
- Madame Monique LORENZETTO, responsable du pôle « management, vie des services » ;
- Madame Danièle ROBERT, responsable du pôle « Territoires » ;
- Madame Emmanuelle ROEHRIG, responsable du pôle « Parcours professionnel » ;
- Monsieur Claude THIEBAUT, responsable du pôle « Techniques » ;

à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences les engagements juridiques dans la limite de 10 000 € HT par commande.

Article 5 : Subdélégation est donnée aux agents désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués :

Daniel ESTEVEZ, pour les bons de commande d'un montant maximum de 400 € pour les achats suivants :

- Copies couleur / Impressions
- Petits outillages / Logistique (clés, petits aménagements,...)
- Fournitures consommables (fournitures de bureau, cartouches d'imprimante,...)
- Petit matériel pédagogique (tableau de papier, ampoules pour vidéo-projecteur,...)
- Alimentation (pour l'accueil : café, gâteaux,...)
- Divers (Ethylotest, médailles, pharmacie, kit sécurité VL, pneus,...).

Daniel ESTEVEZ établira, sous forme de tableau trimestriel, un rendu-compte des achats qu'il aura fait.

Martine PARISOT, pour les bons de transport SNCF qui seront imputés sur les programmes 113 et 217, fonctionnement courant et pédagogie.

Daniel ESTEVEZ, pour les bons de transport SNCF qui seront imputés sur les programmes hors 113 et 217, pédagogie.

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Anne LEFRANC, responsable d'unité comptable, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne LEFRANC, la délégation de signature qui lui est confiée est exercée par Madame Danielle ROBERT, directrice adjointe du CIFP.

Article 7 : La signature des agents habilités par la présente décision est accréditée auprès de Messieurs les Trésoriers Payeurs Généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Article 8 : Le présent arrêté abroge et remplace la délégation 2010/DDT/SG/FSM/003 du 1er mars 2010 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} septembre 2010

Pour le préfet de la région Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 231/2010 du 5 juillet 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de VILLEY LE SEC

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de Chasse de VILLEY LE SEC est modifiée comme suit :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
VILLEY LE SEC	ZB	41 à 48, 60 à 64, 70 à 80

représentant une superficie totale de 46 ha 22 a 90 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Villey le Sec.

Article 4 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Villey le Sec sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Villey le Sec par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Villey le Sec sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Villey le Sec,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 5 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 232/2010 du 5 juillet 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de HATRIZE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse de Hatrize est modifiée comme suit :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
HATRIZE	ZE	N° 287

représentant une superficie totale de 32 ha 60 a 49 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Hatrize.

Article 4 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Hatrize sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Hatrize par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Hatrize sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Hatrize,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 5 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Extrait de l'arrêté 2010/n° 236/Forêt-Chasse du 5 juillet 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2006 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'EPLY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - L'annexe 1 de l'arrêté du 20 décembre 2006 est abrogée.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'EPLY.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'EPLY par les soins du maire.

Article 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Maire de la Commune d'EPLY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée d'EPLY,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- Mme CHONE Paulette.

Nancy, le 5 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2010 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Eply
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
EPLY		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		M. GODFRIN Michel (Ferme Pardieu)
	ZC	N° 27, 28, 29
	ZD	N° 21, 22, 26, 64, 65
	ZB	N° 8
	ZH	N° 80, 81
	ZR	N° 9, 10
		<i>Pour un total de : 76 Ha 87 a 90 ca</i>
	ZA	M. CHONE Philippe
		N° 15, 55, 57
		<i>Pour un total de : 46 ha 76 a 83 ca</i>
	ZA	Mme CHONE Paulette
		N° 16, 19, 58
	ZK	N° 01
	ZB	N° 18, 19, 23, 24
		<i>Pour un total de : 74 ha 57 a 00 ca</i>

Extrait de l'arrêté n° 237/2010 du 5 juillet 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 24 janvier 1992 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - L'arrêté du 24 janvier 1992 est abrogé.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Toul.

Article 3 - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Toul par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le maire de la commune de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Toul,
- chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. GUEDON Jacques.

Nancy, le 5 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2010 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Toul
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
TOUL		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		Mme MEDINGER Alexis
	E	11, 133, 139 à 141, 144, 146 à 149, 152 à 154, 157 à 159, 162, 163, 166, 167, 169 à 172, 174 à 178, 180, 181 à 191, 194 à 199, 201, 203
	AD	12, 14, 15, 17, 22 à 24
	AE	72
	B	234, 388
		<i>Pour un total de 172ha 96a 10ca</i>
	E	M. HOUPPERT Edouard
		4 à 6, 18 à 27
		<i>Pour un total de 65ha 71a 04ca</i>
	E	M. HOUPPERT Charles
		1, 6, 8, 9, 12 à 17, 19 à 25, 27, 208, 209
		<i>Pour un total de 40ha 89a 38ca</i>

	E AE	Commune de TOUL 80, 83, 84, 206 4, 6 à 8, 10, 11, 18, 19, 22, 23, 99, 101, 102, 105
	AY I	M. CHLEQ Pierre 27 26 <i>Pour un total de 27ha 04a 71ca</i> Réservation de plus de 40 ha d'un seul tenant contigu avec la commune de CHARMES LA COTE.
	E	M. PARFAIT Jean-Marie 111 à 124, 127 à 129, 131, 134 <i>Pour un total de 54ha 55a 38ca</i>
	K	M. DE TINSEAU Antoine 14, 16, 96, 99, 100, 102, 103, 121, 122, 124, 127, 128, 130, 132, 134, 137 à 143, 146 à 148, 158 à 161, 163, 165 à 169, 274, 275, 280, 282, 283, 285, 321
	AX AY	124 à 129, 131 à 141, 143 à 146, 149, 151 à 153 28, 30, 38, 58, 62, 104, 106, 116, 130, 136, 138, 148, 155 à 157, 159, 162 à 164, 167 à 169, 171, 173, 180, 183, 190, 213, 238, 253, 264, 270, 271 (étang) <i>Pour un total de 140ha 72a 15ca</i>
		Ministère de la Défense <i>Pour un total de 65ha 54a 04ca</i>
	AB AD E	M. GUEDON Jacques 1, 2, 3, 4, 19, 70, 71, 73, 82, 90 20, 39 à 44, 68 à 74 90, 200 <i>Pour un total de 62ha 30a 15ca</i>

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2010 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Toul
E N C L A V E S

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
TOUL	K	136	
	AX	329, 349	
	AY	181, 191	

Extrait de l'arrêté n° 239/2010 du 9 juillet 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 juin 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de GERMINY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - L'annexe 1 de l'arrêté du 29 juin 1973 est abrogé.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Germiny.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Germiny par les soins du maire.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Germiny sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Germiny,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. GUENEL Albert.

Nancy, le 9 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2010 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Germiny
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
GERMINY		Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	D	VALLANCE (Consorts) N° 468 et 469
		<i>Pour un total de 55ha 84a</i>

	ZE	GFA de la JUS
	ZH	N° 29,31, 32
		N° 33a et b
		<i>Pour un total de 36ha 96a 50ca</i>
		Partie d'un ensemble de plus de 40 ha, le reste sur CREPEY.
	A	N° 3, 5, 6, 7, 9, 143, 144, 146
	B	N° 65
		<i>Pour un total de 48ha 16a 58ca</i>
	A	M. VAN LIERDE J.B.
		N° 124, 125, 128 et 129
		<i>Pour un total de 54ha 26a 51ca</i>
	B	Sté Noyonnaise des Bois
		N° 803
		<i>Pour un total de 60ha 12a 35ca</i>
	A	Commune de GERMINY
		Forêt communale
		<i>Pour un total de 61ha 76a 10ca</i>
	ZE	M. GUENEL Albert
	D	N° 24
		N° 1088
		<i>Pour un total de 40ha 10a 60ca</i>

Extrait de l'arrêté n° 264/2010 du 9 juillet 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse de Norroy-lès-Pont-à-Mousson est modifiée comme suit :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON	A	1 à 5, 9 à 17, 54, 95, 96

représentant une superficie totale de 29 ha 14 a 70 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Norroy-lès-Pont-à-Mousson.

Article 4 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Norroy-lès-Pont-à-Mousson sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Norroy-lès-Pont-à-Mousson par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Norroy-lès-Pont-à-Mousson sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Norroy-lès-Pont-à-Mousson,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 9 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Extrait de l'arrêté n° 310/2010 du 20 août 2010 prononçant une application du régime forestier dans la commune de REHON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de REHON	REHON	Bois de Pulventeux	AN	88	0,0020
				168	3,9383
				171	0,9702
				172	0,0009
				181	16,6011
					21,5125

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Rehon.

Nancy, le 20 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 311/2010 du 20 août 2010 prononçant une application du régime forestier dans la commune d' HUDIVILLER

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune d'HUDIVILLER	HUDIVILLER	Pâtis de la Voivre	ZC	50 (pie)	0,8249

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire d'Hudiviller.

Nancy, le 20 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 312/2010 du 20 août 2010 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de CIREY-SUR-VEZOUZE et une application du régime forestier sur le territoire communal d'HARBOUEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - Est distraite du régime forestier la parcelle de terrains désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de CIREY-SUR-VEZOUZE	CIREY-SUR-VEZOUZE	La Haye Renardy	BD	25	5,0000

Article 2 - Il sera fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après à compter de leur date d'achat par la commune de Cirey-sur-Vezouze :

Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
	Lieudit	Section	N° de parcelle	
HARBOUEY	Au Pré Labbe	B	291	0,8249
			293	4,0210
			294	0,2045
			295	0,2045
			296	0,2195
	A la Grand mare	B	311	0,6620
	A Vadinchier	B	522	0,7115
			523	0,2935
				6,7035

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de Cirey-sur-Vezouze et d'Harbouey.

Nancy, le 20 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 315 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier dans la commune de CREPEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - Le régime forestier est appliqué aux parcelles de terrain désignés au tableau ci-après :

Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	N° de parcelle	Lieudit		
A	29	Corcieux	18 ha 50 a 45	CREPEY
A	612	Corcieux	9 ha 36 a 05	CREPEY
A	613	Corcieux	25 ha 30 a 90	CREPEY
E	1	Bois de Charmé	3 ha 18 a 74	CREPEY
E	3	Bois de Charmé	79 ha 30 a 00	CREPEY
E	799	Bois de Charmé	2 ha 62 a 45	CREPEY
E	800	Bois de Charmé	7 ha 45 a 00	CREPEY
E	801	Bois de Charmé	283 ha 28 a 36	CREPEY
F	380	La Champelle	154 ha 85 a 20	CREPEY
XA	6	La Champelle	0 ha 30 a 86	CREPEY
XB	1	La Champelle	2 ha 22 a 04	CREPEY
XB	10	La Champelle	1 ha 40 a 62	CREPEY
XB	21	Sous la roche	5 ha 45 a 51	CREPEY
ZO	1	Corcieux	0 ha 60 a 20	CREPEY
ZO	26	Corcieux	0 ha 54 a 85	CREPEY
ZO	28	Corcieux	0 ha 87 a 22	CREPEY
ZO	31	Corcieux	1 ha 08 a 04	CREPEY
ZO	Tr chemin des casernes	Corcieux	0 ha 19 a 74	CREPEY
ZS	17	Fond des Mares	7 ha 67 a 76	CREPEY
ZV	39	Bois des Côtes	1 ha 41 a 17	CREPEY
ZW	4	Bois de Charmé	0 ha 76 a 39	CREPEY
ZW	16	Bois de Charmé	0 ha 43 a 20	CREPEY
ZW	33	Bois des Côtes	7 ha 76 a 17	CREPEY
ZW	51	Bois des Côtes	63 ha 19 a 54	CREPEY
ZW	53	Bois des Côtes	10 ha 08 a 02	CREPEY
ZW	Tr chemin des côtes	Bois des Côtes	0 ha 28 a 99	CREPEY
ZW	Tr chemin derrière les côtes	Bois des Côtes	0 ha 31 a 33	CREPEY
ZY	5	Bois de Charmé	0 ha 07 a 99	CREPEY
ZY	7	Bois de Charmé	0 ha 08 a 54	CREPEY
ZY	9	Bois de Charmé	0 ha 33 a 30	CREPEY
Total			688 ha 98 a 63	

Article 2 - Le présent arrêté annule et remplace les précédents arrêtés relatifs à l'application du régime forestier aux parcelles mentionnées à l'article 1er.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Crépey.

Nancy, le 26 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 316 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de BARISEY-LA-COTE et d'ALLAMPS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignés au tableau ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance	Territoire communal
	Section	N° parcelle	Lieu-dit		
Commune de BARISEY-LA-COTE	ZE	1	Les grands vergues	0 ha 09 a 89	BARISEY-LA-COTE
	ZN	1	Vagniecôte	0 ha 33 a 58	
	ZN	26	Vagniecôte	0 ha 63 a 38	
	ZM	1	Sous le bois	1 ha 07 a 50	
	ZM	2	Sous le bois	0 ha 03 a 18	
	ZM	15	Sous le bois	0 ha 34 a 21	
	ZK	102	Grand bic	4 ha 77 a 88	
	ZC	26	Derrière la chapelle	1 ha 11 a 99	ALLAMPS
Total				8 ha 41 a 61	

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée aux maires de Allamps et Barisey-La-Côte.

Nancy, le 26 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 317 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de MOUACOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignés au tableau ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° parcelle	Lieu-dit		
Commune de COINCOURT	ZK	19	Champcourt	0,4170	MOUACOURT

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée aux maires de Coincourt et Mouacourt.

Nancy, le 26 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 318 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de BACCARAT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignés au tableau ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° parcelle	Lieu-dit		
Commune de BACCARAT	C	51	Molpre	0 ha 35 a 50	BACCARAT
	C	52	Molpre	0 ha 09 a 20	
	Total			0 ha 44 a 70	

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Baccarat.

Nancy, le 26 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 319 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de DENEUVRE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignés au tableau ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° parcelle	Lieu-dit		
Commune de DENEUVRE	AH	34	Terrain de manoeuvres	41,1118	DENEUVRE

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Deneuvre.

Nancy, le 26 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 320 du 26 août 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de THUILLEY-AUX-GROSEILLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignés au tableau ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° parcelle	Lieu-dit		
Commune de THUILLEY-AUX-GROSEILLES	B	298	La grande tranchée	3,5009	THUILLEY-AUX-GROSEILLES
	B	Partie vieille route	La grande tranchée	0,1285	
	B	300	La grande tranchée	0,2669	
	B	301	Côte du moulin	0,9787	
	B	304	La grande tranchée	4,8023	
	C	203	Val de Crépey	0,8980	
	C	249	Val de Crépey	0,0638	
	C	251	Val de Crépey	2,1336	
	ZA	7pie	Champelle	0,0351	
Total				12,8078	

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Thuilley-aux-Groseilles.

Nancy, le 26 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 321 du 26 août 2010 prononçant une distraction et une application du régime forestier sur le territoire communal de DOMMARIE-EULMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - Il est fait distraction du régime forestier la parcelle de terrains désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de DOMMARIE-EULMONT	DOMMARIE-EULMONT	Bois de la côte d'Eulmont	AI	119	0,0100

Article 2 - Il sera fait application du régime forestier sur la parcelle ci-après à compter de la date de signature de l'échange :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de DOMMARIE-EULMONT	DOMMARIE-EULMONT	La Guise	AI	121	0,0101

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Dommarie-Eulmont.

Nancy, le 26 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Service aménagement durable, urbanisme et risques

Commune de SERRES - Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/ADUR/012 du 26 juillet 2010 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1er : La carte communale de SERRES qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000°

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de SERRES n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de SERRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Commune de BEZAUMONT - Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/ADUR/013 du 25 août 2010 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1er : La carte communale de BEZAUMONT qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000°

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de BEZAUMONT n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de BEZAUMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service environnement, eau et biodiversité

Extrait de l'arrêté du 26 mai 2010 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100178 « Vallée de la Moselle du Fond de Monvaux au Vallon de la Deuille, ancienne poudrière de Bois sous Roche »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100178 « Vallée de la Moselle du Fond de Monvaux au Vallon de la Deuille, ancienne poudrière de Bois sous Roche ».

Article 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

- le Président du Conseil Régional de Lorraine ou son représentant,
- le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président de la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois ou son représentant,
- le Président de la Communauté de Communes du Toulinois ou son représentant,
- le Président de la Communauté de Communes du Massif de Haye ou son représentant,
- le Président de la Communauté de Communes Moselle Madon ou son représentant,
- le Maire de la commune de Bicqueley ou son représentant,
- le Maire de la commune de Chaudeney sur Moselle ou son représentant,
- le Maire de la commune de Gondreville ou son représentant,
- le Maire de la commune de Maron ou son représentant,
- le Maire de la commune de Ochey ou son représentant,
- le Maire de la commune de Pierre la Treiche ou son représentant,
- le Maire de la commune de Sexey aux Forges ou son représentant,
- le Maire de la commune Villey le Sec ou son représentant,

Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques

- le Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ou son représentant,
- le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts ou son représentant,
- le Président du Conservatoire et Jardins Botaniques de Nancy ou son représentant,
- le Président du Centre Ornithologique Lorrain ou son représentant,
- le Président de la CPEPESC Lorraine ou son représentant,
- le Président de Néomys ou son représentant,
- le Président du Conservatoire des Sites Lorrains ou son représentant,
- le Président du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel ou son représentant,
- le président de l'association Floraine ou son représentant
- le président de L'Association des Boucles de la Moselle ou son représentant,

Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif :

- le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement de Lorraine ou son représentant,
- le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle ou son représentant,
- la Directrice de la Délégation Inter-régionale de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage Alsace-Lorraine ou son représentant,
- le Directeur de la Délégation Inter-régionale de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ou son représentant,
- le Directeur Inter-régional du Service de Navigation Nord-Est ou son représentant,
- le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ou son représentant,
- le Général de corps d'armée, gouverneur militaire de Nancy, état major de la région terre ou son représentant.

Article 3 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant convoque et préside la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.

A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs.

A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle.

Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 4 : Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-préfet de Toul, le Directeur Départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres du comité de pilotage désignés à l'article 2.

Nancy, le 26 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2010 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 ZSC FR4100201 et ZPS FR4112010 « Hêtraie sapinière de Bousson et Grand Cheneau »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 ZSC FR4100201 et ZPS FR4112010 « Hêtraie sapinière de Bousson et Grand Cheneau ».

Article 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

- le Président du Conseil Régional de Lorraine ou son représentant,
- le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- la Conseillère Générale du canton de Cirey-sur-Vezouze ou son représentant,
- le Président de la Communauté de Communes du Pays de la Haute Vezouze ou son représentant,
- le Maire de la commune de Saint Sauveur ou son représentant,

Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques

- le Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

- le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de St Sauveur ou son représentant,
- le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ou son représentant,
- le Président de l'Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique « le Roseau de la Haute Vezouze » ou son représentant,
- le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts ou son représentant,
- le Directeur du centre régional de la propriété forestière Lorraine-Alsace ou son représentant,
- les Présidents des Syndicats des Exploitants Forestiers Scieurs et Industriel du Bois de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ou leur représentant,
- le Président du Conservatoire et Jardins Botaniques de Nancy ou son représentant,
- le Président de l'association Floraine ou son représentant,
- le Président du Conservatoire des Sites Lorrains ou son représentant,
- le Président du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel ou son représentant,
- le Président du Groupe Tétraz Vosges ou son représentant,
- le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux ou son représentant,
- le Président du Centre Ornithologique Lorrain ou son représentant,
- le Président du Club Vosgien de la Vezouze ou son représentant,
- le Président du Comité Départemental de Tourisme de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif :

- le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement de Lorraine ou son représentant,
- le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle ou son représentant,
- la Directrice de la Délégation Inter-régionale de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage Alsace-Lorraine ou son représentant,
- le Directeur de la Délégation Inter-régionale de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ou son représentant,
- le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ou son représentant,
- le Directeur Inter-régional du Service de Navigation Nord-Est ou son représentant.

Article 3 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant convoque et préside la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.

A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs.

A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle.

Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 4 : Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-préfet de Lunéville, le Directeur Départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres du comité de pilotage désignés à l'article 2.

Nancy, le 21 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100157 « Plateau de Malzéville »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le document d'objectifs visé à l'article 2 porte sur le site Natura 2000 FR4100157 « Plateau de Malzéville ». Ce site est localisé sur les 6 communes de Meurthe-et-Moselle suivantes : Agincourt, Dommartemont, Eulmont, Lay-Saint-Christophe, Malzéville, Saint Max.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100157 « Plateau de Malzéville » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 3 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100157 « Plateau de Malzéville » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle concernées par le périmètre du site et déterminées à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100161 « Pelouses et vallons forestiers du Rupt de Mad »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100161 « Pelouses et vallons forestiers du Rupt de Mad » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100161 « Pelouses et vallons forestiers du Rupt de Mad » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 27/05/2009.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100162 « Pelouses d'Allamps et zones humides avoisinantes »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100162 « Pelouses d'Allamps et zones humides avoisinantes » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100162 « Pelouses d'Allamps et zones humides avoisinantes » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 17/03/2008.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100163 « Pelouses du Toulais »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le document d'objectifs visé à l'article 2 porte sur le site Natura 2000 FR4100163 « Pelouses du Toulais ». Ce site est localisé sur les 5 communes de Meurthe-et-Moselle suivantes : Choley-Ménillot, Domgermain, Ecrouves, Pagny-derrière-Barine, Toul.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100163 « Pelouses du Toulais » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 3 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100163 « Pelouses du Toulais » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle concernées par le périmètre du site déterminées à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100177 « Gîtes à chiroptères autour de la Colline Inspirée »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100177 « Gîtes à chiroptères autour de la Colline Inspirée » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100177 « Gîtes à chiroptères autour de la Colline Inspirée » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle et des Vosges concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 27/05/2009.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100192 « Forêt et étang de Parroy, vallée de la Vezouze et fort de Manonviller »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100192 « Forêt et étang de Parroy, vallée de la Vezouze et fort de Manonviller » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100192 « Forêt et étang de Parroy, vallée de la Vezouze et fort de Manonviller » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 17/03/2008.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 ZPS FR4112010 et ZSC FR4100201 « Hêtraie-sapinière de Bousson et Grandcheneau »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 ZPS FR4112010 et ZSC FR4100201 « Hêtraie-sapinière de Bousson et Grandcheneau » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 ZPS FR4112010 et ZSC FR4100201 « Hêtraie-sapinière de Bousson et Grandcheneau » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 27/05/2009.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100227 « Vallée de la Moselle (secteur Châtel - Tonnoy) »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100227 « Vallée de la Moselle (secteur Châtel - Tonnoy) » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100227 « Vallée de la Moselle (secteur Châtel - Tonnoy) » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle et des Vosges concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 27/05/2009.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100233 « Vallée du Madon (secteur Haroué - Pont St Vincent), du Brénon et carrières de Xeulilly »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100233 « Vallée du Madon (secteur Haroué - Pont St Vincent), du Brénon et carrières de Xeulilly » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100233 « Vallée du Madon (secteur Haroué - Pont St Vincent), du Brénon et carrières de Xeulilly » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 27/05/2009.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100238 « Vallée de la Meurthe, de la Voivre à Saint-Clément et tourbière de la Basse-St-Jean »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100238 « Vallée de la Meurthe, de la Voivre à Saint-Clément et tourbière de la Basse-St-Jean » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100238 « Vallée de la Meurthe, de la Voivre à Saint-Clément et tourbière de la Basse-St-Jean » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle et des Vosges concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 23/04/2010.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 26 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 3 août 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100179 « Bois du Feing »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100179 « Bois du Feing » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR4100179 « Bois du Feing » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 09/08/2006.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 3 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 3 août 2010 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 ZPS FR4110061 et ZSC FR4100216 « Marais de Pagny-sur-Meuse »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le document d'objectifs du site Natura 2000 ZPS FR4110061 et ZSC FR4100216 « Marais de Pagny-sur-Meuse » annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 ZPS FR4110061 et ZSC FR4100216 « Marais de Pagny-sur-Meuse » est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse concernées par le périmètre du site, tel que défini par les arrêtés ministériels susvisés des 03/11/2005 et 17/03/2008.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Nancy, le 3 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 18 août 2010 fixant la liste des parcelles incluses dans les sites Natura 2000 pouvant bénéficier de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Conformément aux articles du Code de l'Environnement et du Code Général des Impôts, les parcelles susceptibles de pouvoir bénéficier de l'exonération de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB) sont celles situées dans les sites Natura 2000 suivants :

FR4100201 et FR4112010 « Hêtraie sapinière de Bousson-Grancheneau »,
FR4100161 « Pelouses et vallons forestiers du Rupt de Mad »,
FR4100192 « Forêt et étang de Parroy, vallée de la Vezouze et fort de Manonviller »,
FR4100162 « Pelouses d' Allamps et zones humides avoisinantes »,
FR4100233 « Vallée du Madon (secteur Haroué-Pont St Vincent), du Brénon et Carrières de Xeuilley »,
FR4100238 « Vallée de la Meurthe, de la Voivre à Saint-Clément et tourbière de la basse-St-Jean »,
FR4100227 « Vallée de la Moselle (secteur de Châtel-Tonnoy) »,
FR4100216 et FR4110061 « Marais de Pagny sur meuse »,
FR4100179 « Bois du Feing ».

pour lesquels un Document d'Objectifs a été approuvé par arrêté préfectoral.

Les communes concernées pour partie en site «Natura 2000 », et sur lesquelles une exonération de la TFPNB peut être demandée sous réserve de l'existence d'un engagement de gestion sont listées à l'annexe 1.

La liste des parcelles susceptibles de pouvoir bénéficier de cette exonération figure en annexe 2. Elle est consultable sur le site Internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr).

Article 2 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et le Directeur départemental des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Les annexes 1 et 2 du présent arrêté sont consultables au service EEB Pôle Nature-Biodiversité de la DDT de Meurthe-et-Moselle.

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/028 du 1er septembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un chantier sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'effaçage de peinture au niveau du carrefour de la RD 26B avec la RD 125

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la direction départementale des territoires, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Voie de substitution le long de la RN 52 du giratoire de n°9 dit de Brehain au carrefour avec la RD 125 (longueur 2 612m)	
PR + SENS	SENS Brehain vers Longwy	
SECTION	Au niveau du carrefour de la RD 26C avec la RD 125 sur la voie de substitution	
NATURE DES TRAVAUX	Effaçage de peinture sur la voie de substitution de la RN 52	
PERIODE GLOBALE (date à date)	Du 06/09/10 au 10/09/10 Travaux de jour uniquement	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Alternat par K10, limitation de la vitesse à 50 km/h avec interdiction de doubler.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : - PARC de l'Equipelement	SOUS LA RESPONSABILITE DE : - PARC de l'Equipelement

Article 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 4 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de BREHAIN ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 5 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 6 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 9 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Commandant du Groupement

Départemental de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de BREHAIN.

Une copie sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Longwy - Saint Martin responsable du SMUR,
- Monsieur le Chef du Parc de l'Équipement,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DDT.

Champigneulle, le 1er septembre 2010

Le préfet du département de la Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service transports, sécurité,
Hervé BOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-071 du 22 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Solène FAVARI à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Solène FAVARI
Docteur Vétérinaire
10 rue du Bourbonnais
54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 22 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-073 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Magdalena HENDZLIK à BACCARAT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Magdalena HENDZLIK
37 rue division Leclerc
54120 BACCARAT

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 26 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-074 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Vanessa LALOUX à GOGNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Vanessa LALOUX
620 rue d'Épinal
88000 GOGNEVILLE

Article 2 – Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 26 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-075 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Luc RAPPE à STENAY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Luc RAPPE
Route de Baâlon
55700 STENAY

Article 2 – Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 26 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-076 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Aurore LAFARGUE à COMMERCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Aurore LAFARGUE
20 rue Alphonse Verneau
55200 COMMERCY

Article 2 – Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 26 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-077 du 26 juillet 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marie JEORIS à VERDUN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Marie JEORIS
14 rue du Fort de Vaux
55100 VERDUN

Article 2 – Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 26 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-079 du 6 août 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Thibaut GARALI à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Thibaut GARALI
Clinique vétérinaire de la Vezouze
3 ruelle de la Vezouze
54300 LUNEVILLE

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 6 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Dr Catherine NICOLEY

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-086 du 1er septembre 2010 définissant le périmètre et les mesures de lutte contre la chrysomèle du maïs (*Diabrotica virgifera virgifera* Le Conte) dans le département de la Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que suite à la détection de l'organisme nuisible réglementé *Diabrotica virgifera virgifera* Le Conte sur la commune de SANDAUCOURT (Vosges) confirmée par le Laboratoire National de la Protection des Végétaux le 13 août 2010, un périmètre de lutte obligatoire a été établi sur le territoire de la Meuse,

A R R E T E

Article 1er : Dispositions générales

La lutte contre la chrysomèle du maïs (*Diabrotica virgifera virgifera* Le Conte) est obligatoire dans le département de la Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Déclaration

Tout propriétaire ou exploitant, y compris les collectivités locales, qui constate ou suspecte la présence de cet insecte est tenu d'en faire immédiatement la déclaration auprès de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Lorraine (service régional de l'alimentation).

Article 3 : Définition du périmètre de lutte

Une zone tampon est délimitée et constitue le périmètre de lutte. D'une distance minimale de 40 km autour de la parcelle dans laquelle ont été capturés les spécimens de chrysomèle du maïs, elle comprend les îlots culturels compris dans les communes dont la liste figure en annexe.

Article 4 : Mesures de lutte dans la Zone Tampon

Il est recommandé d'effectuer un assolement, de façon que le maïs ne soit pas cultivé plus d'un an les années 2010 et 2011 sur une parcelle donnée.

Article 5 : Renforcement de la surveillance

Un dispositif de piégeage renforcé est mis en place dans le périmètre de lutte, sous la responsabilité de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Lorraine (service régional de l'alimentation), afin d'évaluer précisément la situation phytosanitaire à partir du point de découverte.

Article 6 : Sortie de la Lutte

Le périmètre de lutte est déclaré indemne de chrysomèle du maïs (*Diabrotica virgifera virgifera* Le Conte) si, pendant deux années consécutives, la surveillance réalisée n'a pas permis la détection de cet insecte.

Article 7 : Infractions

Les infractions aux prescriptions du présent arrêté sont sanctionnées conformément aux dispositions des articles L-251-20 à L-251-21 du Code Rural.

Article 8 : Voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nancy pendant un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9 : Exécution

Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Lorraine, le directeur départemental de la protection des populations de la Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de la Meurthe-et-Moselle et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1er septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°10-DDPP-086 en date du 1er septembre 2010

Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Annexe

INSEE	NOM de COMMUNE	Type de commune
54043	BAINVILLE-SUR-MADON	Partiellement en zone 40 km
54054	BAYON	Partiellement en zone 40 km
54062	BENNEY	Partiellement en zone 40 km
54073	BICQUELEY	Partiellement en zone 40 km
54109	CEINTREY	Partiellement en zone 40 km
54120	CHARMES-LA-COTE	Partiellement en zone 40 km
54128	CHOLOY-MENILLOT	Partiellement en zone 40 km
54144	CREVECHAMPS	Partiellement en zone 40 km
54162	DOMGERMAIN	Partiellement en zone 40 km
54196	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	Partiellement en zone 40 km
54214	FROLOIS	Partiellement en zone 40 km
54242	GYE	Partiellement en zone 40 km
54324	LOREY	Partiellement en zone 40 km
54325	LOROMONTZEY	Partiellement en zone 40 km
54336	MAIZIERES	Partiellement en zone 40 km
54364	MEREVILLE	Partiellement en zone 40 km
54380	MONT-LE-VIGNOBLE	Partiellement en zone 40 km
54399	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	Partiellement en zone 40 km
54405	OCHEY	Partiellement en zone 40 km
54432	PONT-SAINT-VINCENT	Partiellement en zone 40 km
54465	ROVILLE-DEVANT-BAYON	Partiellement en zone 40 km
54475	SAINT-GERMAIN	Partiellement en zone 40 km
54486	SAINT-REMIMONT	Partiellement en zone 40 km
54505	SEXEY-AUX-FORGES	Partiellement en zone 40 km
54528	TOUL	Partiellement en zone 40 km
54567	VILLACOURT	Partiellement en zone 40 km
54585	VIRECOURT	Partiellement en zone 40 km
54003	ABONCOURT	Complètement en zone 40 km
54005	AFFRACOURT	Complètement en zone 40 km
54008	ALLAIN	Complètement en zone 40 km
54010	ALLAMPS	Complètement en zone 40 km
54032	AUTREY	Complètement en zone 40 km
54041	BAGNEUX	Complètement en zone 40 km
54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS	Complètement en zone 40 km
54046	BARISEY-AU-PLAIN	Complètement en zone 40 km
54047	BARISEY-LA-COTE	Complètement en zone 40 km
54052	BATTIGNY	Complètement en zone 40 km
54068	BEUVEZIN	Complètement en zone 40 km
54080	BLENOD-LES-TOUL	Complètement en zone 40 km
54092	BOUZANVILLE	Complètement en zone 40 km
54094	BRALLEVILLE	Complètement en zone 40 km
54105	BULLIGNY	Complètement en zone 40 km
54117	CHAOUILLEY	Complètement en zone 40 km
54132	CLEREY-SUR-BRENON	Complètement en zone 40 km
54135	COLOMBEY-LES-BELLES	Complètement en zone 40 km
54140	COURCELLES	Complètement en zone 40 km
54142	CRANTENOY	Complètement en zone 40 km
54143	CREPEY	Complètement en zone 40 km
54146	CREZILLES	Complètement en zone 40 km
54156	DIARVILLE	Complètement en zone 40 km
54158	DOLCOURT	Complètement en zone 40 km
54164	DOMMARIE-EULMONT	Complètement en zone 40 km
54185	ETREVAL	Complètement en zone 40 km
54189	FAVIERES	Complètement en zone 40 km
54190	FECOCOURT	Complètement en zone 40 km
54203	FORCELLES-SAINT-GORGON	Complètement en zone 40 km
54204	FORCELLES-SOUS-GUGNEY	Complètement en zone 40 km
54207	FRAISNES-EN-SAINTOIS	Complètement en zone 40 km
54218	GELAUCOURT	Complètement en zone 40 km
54220	GEMONVILLE	Complètement en zone 40 km
54221	GERBECOURT-ET-HAPLEMONT	Complètement en zone 40 km
54223	GERMINY	Complètement en zone 40 km
54224	GERMONVILLE	Complètement en zone 40 km
54226	GIBEAUMEIX	Complètement en zone 40 km
54235	GOVILLER	Complètement en zone 40 km
54237	GRIMONVILLER	Complètement en zone 40 km
54238	GRIPPOT	Complètement en zone 40 km
54241	GUGNEY	Complètement en zone 40 km
54247	HAMMEVILLE	Complètement en zone 40 km
54252	HAROUÉ	Complètement en zone 40 km
54264	HOUELMONT	Complètement en zone 40 km
54266	HOUDREVILLE	Complètement en zone 40 km
54268	HOUSSEVILLE	Complètement en zone 40 km
54278	JEVONCOURT	Complètement en zone 40 km
54291	LALOEUF	Complètement en zone 40 km
54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON	Complètement en zone 40 km
54307	LEBEUVILLE	Complètement en zone 40 km
54309	LEMAINVILLE	Complètement en zone 40 km

54310	LEMENIL-MITRY	Complètement en zone 40 km
54344	MANGONVILLE	Complètement en zone 40 km
54354	MARTHEMONT	Complètement en zone 40 km
54379	MONT-L'ETROIT	Complètement en zone 40 km
54392	MOUTROT	Complètement en zone 40 km
54407	OGNEVILLE	Complètement en zone 40 km
54409	OMELMONT	Complètement en zone 40 km
54411	ORMES-ET-VILLE	Complètement en zone 40 km
54417	PAREY-SAINT-CESAIRE	Complètement en zone 40 km
54429	PIERREVILLE	Complètement en zone 40 km
54434	PRAYE	Complètement en zone 40 km
54437	PULLIGNY	Complètement en zone 40 km
54438	PULNEY	Complètement en zone 40 km
54442	QUEVILLONCOURT	Complètement en zone 40 km
54473	SAINT-FIRMIN	Complètement en zone 40 km
54494	SAULXEROTTE	Complètement en zone 40 km
54496	SAULXURES-LES-VANNES	Complètement en zone 40 km
54497	SAXON-SION	Complètement en zone 40 km
54500	SELAINCOURT	Complètement en zone 40 km
54513	TANTONVILLE	Complètement en zone 40 km
54515	THELOD	Complètement en zone 40 km
54516	THEY-SOUS-VAUDEMONT	Complètement en zone 40 km
54522	THOREY-LYAUTEY	Complètement en zone 40 km
54523	THUILLEY-AUX-GROSEILLES	Complètement en zone 40 km
54529	TRAMONT-EMY	Complètement en zone 40 km
54530	TRAMONT-LASSUS	Complètement en zone 40 km
54531	TRAMONT-SAINT-ANDRE	Complètement en zone 40 km
54538	URUFFE	Complètement en zone 40 km
54545	VANDELEVILLE	Complètement en zone 40 km
54548	VANNES-LE-CHATEL	Complètement en zone 40 km
54552	VAUDEMONT	Complètement en zone 40 km
54553	VAUDEVILLE	Complètement en zone 40 km
54554	VAUDIGNY	Complètement en zone 40 km
54563	VEZELISE	Complètement en zone 40 km
54586	VITERNE	Complètement en zone 40 km
54587	VITREY	Complètement en zone 40 km
54591	VOINEMONT	Complètement en zone 40 km
54592	VRONCOURT	Complètement en zone 40 km
54596	XEUILLEY	Complètement en zone 40 km
54597	XIROCOURT	Complètement en zone 40 km

Extrait de l'arrêté n° 10-DDPP-090 du 6 septembre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Pierre KUBAN à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à :

Pierre KUBAN

7 rue Beauchet - 54000 NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 6 septembre 2010

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

Direction

Arrêté du 31 août 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du nord-est, relative aux avis à la batellerie

Le chef du service de la navigation du nord-est,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.122 du 6 août 2009 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie ;

Vu l'arrêté S.G.A.R. n° 2010-36 en date du 5 février 2010 portant constitution de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal des Vosges" (U.T.I. CV) et de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal de la Marne au Rhin Est et Embranchement de Nancy" (U.T.I. CMRE-EN),

ARRETE

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général,
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement perspectives, gestion et financement,
- M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,
- M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Daniel BALY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement,
- M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- M. Alain FABRE, responsable de l'unité territoriale d'itinéraire Moselle (UTI Moselle),
- M. Jean-Yves HELLE, responsable de l'antenne de Toul de l' UTI Moselle,
- M. Luc VUIDART, responsable de l'antenne de Pont-à-Mousson de l' UTI Moselle,
- M. Daniel MARTIN, responsable de l' UTI CMRE-EN,
- M. Stéphane MUNOS, adjoint au responsable de l' UTI CMRE-EN,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 31 mars 2010.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'État.
Nancy, le 31 août 2010

Le chef du service navigation du nord-est,
Jean-Philippe MORETAU

MEURTHE ET MOSELLE (54)

DELEGATAIRES		TYPES d'AVIS (compétence)								
		Diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des R.P.P.)	Dérogation temporaire R.P.P. ou R.G.P.	Prescriptions de portée générale (économie d'eau)	Evénements sensibles	Annnonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement, ...)	Arrêts de navigation - Décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible	Restriction localisée	Avis à vigilance	Information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voies navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages, ...)
I	En cas d'absence ou d'empêchement de J.Ph. MORETAU : J. ABELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X
II	En cas d'absence ou d'empêchement de J.Ph. MORETAU et de J. ABELE : J.L. AUBERTEIN, P. MOREL, M. COURTEAU et M. LAQUENAIRE			X	X	X	X	X	X	X
III	En cas d'absence ou d'empêchement de J.Ph. MORETAU, J. ABELE, J.L. AUBERTEIN, P. MOREL, M. COURTEAU et M. LAQUENAIRE : A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, J.Y. HELLE (antenne de Toul) ; A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, L. VUIDART (antenne de Pont à Mousson); D. MARTIN (UTI CMRE-EN) et en cas d'absence ou d'empêchement de D. MARTIN, S. MUNOS ; chacun dans la limite de sa compétence territoriale						X (si < à 4 heures)	X (si < à 4 heures)	X	
IV	Cadres d'astreinte de Direction : J.Ph. MORETAU, J. ABELE, X. MANGIN, J.L. AUBERTEIN, O. VERMOREL, M. COURTEAU, M. LAQUENAIRE, Ph. LEFRANC, A. MAGNIER, D. BALY				X		X	X	X	X

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Extrait de l'arrêté du 8 septembre 2010 instaurant temporairement une circulation alternée sur des routes du domaine privé de l'Etat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Les voies suivantes appartenant au domaine privé de l'Etat et situées dans la Zone d'Activité du Parc de Haye, sont soumises à une circulation alternée du 13 au 30 septembre 2010, pendant les travaux de réfection du revêtement des chaussées :

- route Henry sur 150 m,
- rue des Epicéas sur 150 m

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AUTRES SERVICES

TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY

Contentieux n° 09-022 NC 54 : Mmes GSYL, PLANSON, SCHOUmacher, ROSENBAUM, LAVIGNE, GONELLI, PATTARI et CYBILLE, et M. FIORINO contre le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle (arrêté du 18 février 2009)

SÉANCE N° 316 du 12 MARS 2010 à 14 h

LECTURE EN SÉANCE PUBLIQUE DU 12 MARS 2010

Président : M. VINCENT

Rapporteur : M. FAVRET

Commissaire du gouvernement : Mme ROUSSELLE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

LE TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY,

VU la requête présentée pour Mmes Alexandra GSYL, Juliette PLANSON, Léontine SCHOUmacher, Florence ROSENBAUM, Marie LAVIGNE, Ginette GONELLI, Marie-José CYBILLE, et M. Antonio FIORINO, demeurant Maison de retraite Stern à Briey (54150), et Mme Lidia PATTARI, demeurant USLD, 4 avenue Clemenceau à Briey (54150), enregistrée le 25 mai 2009 au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, par Me CODAZZI ;

Ils demandent au tribunal interrégional :

- l'annulation de l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 18 février 2009 relatif aux tarifs d'hébergement et de dépendance de la maison de retraite et de l'unité de soins de longue durée (USLD) du centre hospitalier de Briey ;
- la fixation des nouveaux tarifs d'hébergement à compter du 1^{er} mars 2009 pour l'USLD et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) du centre hospitalier de Briey, en excluant l'augmentation de 5 euros par jour dédiée au financement de la construction du nouveau bâtiment Stern ;
- de condamner le conseil général de Meurthe-et-Moselle à leur payer la somme de 1 500 euros au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

Par les moyens suivants :

- l'augmentation importante du tarif hébergement journalier, de 5 euros pour les EHPAD, et de 4,5 euros pour l'USLD, est destinée à financer la construction du nouveau bâtiment sur le site Stern, dont le plan de financement a été mal conçu dès l'origine ;
- les résidents ont conclu avec le centre hospitalier un acte d'engagement fixant les conditions, notamment financières, de leur hébergement, et ce document ne prévoit pas la possibilité d'une augmentation aussi importante du tarif journalier ;
- les nouveaux tarifs doivent s'appliquer dès le 1^{er} mars 2009, alors que le nouveau bâtiment ne sera ouvert qu'en septembre 2009, de sorte que l'augmentation de tarif n'a pas encore de contrepartie directe ;
- le plan de financement du bâtiment à construire n'avait pas été approuvé par l'autorité de tarification et par le conseil d'administration du centre hospitalier à la date de l'arrêté attaqué, en violation des dispositions de l'article R. 314-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- les modalités de fixation du prix de journée sont posées par les articles R. 314-13, R. 314-158, R. 314-159, R. 314-162 et R. 314-166 du code de l'action sociale et des familles, et elles ne permettent pas d'intégrer dans le prix de journée le coût de l'investissement immobilier en cause ;
- les résidents de l'EHPAD des Merisiers ne seront pas hébergés dans le nouveau bâtiment, si bien qu'on ne peut leur imposer une charge financière pour un investissement dont ils ne bénéficieront pas ;

VU le mémoire en défense, enregistré le 30 juin 2009, par lequel le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle conclut au rejet de la requête ;

Il fait valoir que :

- les résidents ne peuvent pas invoquer les dispositions conventionnelles les liant à leur établissement à l'encontre des décisions de l'autorité tarifaire ;
- la procédure visée à l'article R. 314-20 du code de l'action sociale et des familles est inapplicable aux établissements de santé gérant une activité sociale ou médico-sociale, ainsi que le prévoit l'article R. 314-75 du code de l'action sociale et des familles ;
- le moyen tiré d'une prétendue irrégularité de l'amortissement d'un bâtiment non encore exploité au moment de la tarification manque en fait, l'autorité de tarification n'ayant pris en compte dans le prix de journée 2009 l'amortissement au titre de l'année 2009 du bâtiment nouvellement construit ; les frais financiers liés à la construction du nouveau bâtiment ont été pris en compte dans le prix de journée 2009 au titre des emprunts déjà souscrits, qui constituent dès lors une charge réelle ;
- le moyen tiré de l'absence de contrepartie directe est inopérant ; l'autorité de tarification est fondée à inclure dans le prix de journée les charges de financement de nouveaux locaux, même s'ils ne sont pas encore en service, dès lors que le budget est un acte prévisionnel ;
- le moyen tiré de ce que les résidents de l'EHPAD des Merisiers ne seront pas hébergés dans le nouveau bâtiment est inopérant ;

VU les observations, enregistré le 20 juillet 2009, par lesquelles le Centre hospitalier de Briey conclut au rejet de la requête, par les moyens suivants :

- il vient au soutien des écrits du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le mémoire en réplique, enregistré le 4 septembre 2009, par lequel Mmes GSYL, PLANSON, SCHOUmacher, ROSENBAUM, LAVIGNE, GONELLI, PATTARI et CYBILLE, et M. FIORINO concluent aux mêmes fins que leur requête, par les moyens suivants :

- le département devra justifier du respect de la procédure prévue par l'article L. 314-1-2 du code de l'action sociale et des familles ;
- il n'est pas établi que le conseil d'administration du centre hospitalier ait délibéré sur le rapport préliminaire mentionné au 3^e de l'article L. 6143-1 du code de la santé publique présenté par le directeur ;

VU la décision attaquée ;

VU les autres pièces du dossier ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la santé publique ;

Après avoir entendu à la séance publique du 12 mars 2010 à laquelle les parties ont été dûment convoquées :

- Monsieur FAVRET, premier conseiller à la cour administrative d'appel de Nancy, rapporteur, en son rapport ;
- Madame ROUSSELLE, président de tribunal administratif et de cour administrative d'appel, commissaire du gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré

Sur les conclusions à fin d'annulation :

CONSIDÉRANT que Mmes Alexandra GSYL, Juliette PLANSON, Léontine SCHOUMACHER, Florence ROSENBAUM, Marie LAVIGNE, Ginette GONELLI et Marie-José CYBILLE, et M. Antonio FIORINO demandent l'annulation de l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 18 février 2009 relatif aux tarifs d'hébergement et de dépendance de la maison de retraite et de l'Unité de Soins de Longue Durée (USLD) du centre hospitalier de Briey ; que les requérants estiment ne pas avoir à assumer l'augmentation du tarif hébergement journalier, de 5 euros pour les EHPAD, et de 4,5 euros pour l'USLD, destinée notamment à concourir au financement de la construction d'un nouveau bâtiment sur le site Stern ;

CONSIDÉRANT, en premier lieu, que si les résidents ont conclu avec le centre hospitalier de Briey des contrats de prise en charge détaillant la liste et la nature des prestations offertes, ainsi que leur coût prévisionnel, ils ne sauraient utilement se prévaloir des dispositions conventionnelles les liant à leur établissement à l'encontre des décisions de l'autorité tarifaire prises en application des articles L. 314-1 et R. 314-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDÉRANT, en second lieu, que les requérants soutiennent qu'à la date de l'arrêté litigieux, le budget du centre hospitalier de Briey n'avait pas été encore approuvé par le conseil d'administration ; qu'il résulte toutefois de l'instruction que le budget prévisionnel de cet établissement a été approuvé lors de la séance du conseil d'administration du 16 octobre 2008 ; que, par suite, le moyen manque en fait et doit ainsi être écarté ;

Sur les conclusions à fin de réformation :

CONSIDÉRANT, en premier lieu, que les requérants ne peuvent utilement faire valoir que les nouveaux tarifs contestés ne pourraient s'appliquer dès le 1er mars 2009, au motif que le nouveau bâtiment à construire ne sera ouvert qu'en septembre 2009, dès lors que le budget et les tarifs sont arrêtés pour l'année entière et qu'il n'existe au surplus aucune corrélation directe entre le service rendu aux résidents et la fixation des tarifs ;

CONSIDÉRANT, en deuxième lieu, qu'aux termes de l'article R. 314-20 du code de l'action sociale et des familles : « I. - Les programmes d'investissement et leurs plans de financement, ainsi que les emprunts dont la durée est supérieure à un an, doivent être approuvés par l'autorité de tarification. A cette fin, ils font l'objet d'une présentation distincte des propositions budgétaires, selon des formes fixées par arrêté du ministre chargé de l'action sociale. L'autorité de tarification peut subordonner son accord à la mise en œuvre d'un financement par reprise sur réserve de trésorerie, dans les conditions fixées au II de l'article R. 314-48. II. - Les programmes et les emprunts mentionnés au I sont réputés approuvés sans réserve si l'autorité de tarification n'a pas fait connaître d'opposition dans un délai de 60 jours à compter de leur réception. III. - Les dispositions du présent article sont applicables aux modifications des programmes d'investissement, de leurs plans de financement, ou des emprunts, lorsque ces modifications sont susceptibles d'entraîner une augmentation des charges de la section d'exploitation. » ; qu'aux termes de l'article R. 314-75 du même code : « Les activités mentionnées à l'article R. 314-1 qui sont gérées par un établissement public de santé sont, conformément aux dispositions de l'article R. 6145-12 du code de la santé publique, retracées dans le cadre d'un compte de résultat prévisionnel annexe de cet établissement. Les règles relatives à la présentation de ce compte de résultat prévisionnel annexe sont, par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de la sous-section 1 de la présente section, fixées par les articles R. 6145-1 à R. 6145-20 du code de la santé publique. Les règles relatives à l'exécution des comptes de résultats prévisionnels annexes sont fixées par les dispositions des sous-sections 3, 5 et 6 de la section 1 du chapitre 5 du titre IV du livre Ier de la partie VI du code de la santé publique. Les dispositions du paragraphe 3 de la sous-section 1 de la présente section, relatives à la présentation des propositions budgétaires et à la procédure de fixation du tarif, sont applicables à ce compte de résultat prévisionnel annexe, à l'exception de l'article R. 314-15 et à l'exception des articles R. 314-20 et R. 314-27 en tant qu'ils ont trait aux opérations d'investissement. Les dispositions des paragraphes 5 et 6 de la sous-section 1 de la présente section, relatives au contrôle et au contentieux, sont applicables aux activités sociales et médico-sociales retracées dans le compte de résultat prévisionnel annexe. Les éléments de tarification mentionnés à l'article R. 314-8, pour les activités sociales et médico-sociales qui sont suivies en compte de résultat prévisionnel annexe, sont déterminés dans les conditions prévues aux sous-sections 3 et 4 de la présente section » ; que le moyen des requérants tiré de ce que le plan de financement du bâtiment à construire n'avait pas été approuvé par l'autorité de tarification à la date de l'arrêté attaqué est inopérant, dès lors que l'article R. 314-75 précité prévoit que la procédure visée à l'article R. 314-20 est inapplicable aux établissements de santé gérant une activité sociale ou médico-sociale ; que si les requérants soutiennent également, d'une part que le département devra justifier du respect de la procédure prévue par l'article L. 314-1-2 du code, d'autre part qu'il n'est pas établi que le conseil d'administration du centre hospitalier aurait délibéré sur le rapport préliminaire mentionné au 3° de l'article L. 6143-1 présenté par le directeur, ces moyens ne sont pas assortis des précisions permettant d'en apprécier le bien-fondé et doivent ainsi être écartés ;

CONSIDÉRANT, en deuxième lieu, que les requérants soutiennent que les modalités de fixation du prix de journée, telles que décrites par les articles R. 314-13, R. 314-158, R. 314-159, R. 314-162 et R. 314-166 du code de l'action sociale et des familles, ne permettent pas d'intégrer dans le prix de journée le coût de l'investissement immobilier contesté ; qu'il ressort toutefois des pièces du dossier que les frais financiers liés à la construction du nouveau bâtiment ont été pris en compte dans le prix de journée 2009 au titre des emprunts déjà souscrits, lesquels constituent ainsi une charge réelle susceptible d'être intégrée dans le prix de journée ; que l'autorité de tarification n'ayant pas pris en compte dans le prix de journée 2009 l'amortissement au titre de l'année 2009 du bâtiment nouvellement construit, le moyen tiré d'une prétendue irrégularité de la prise en compte, dans le tarif journalier 2009, de l'amortissement au titre de l'année 2009 du bâtiment nouvellement construit manque en fait et doit donc être écarté ;

CONSIDÉRANT, en troisième lieu, que le moyen tiré de ce que les résidents de l'EHPAD des Merisiers ne seront pas hébergés dans le nouveau bâtiment en cause et qu'ainsi le coût d'hébergement ne pourrait être pris en compte parmi les charges d'exploitation à caractère hôtelier dès lors que, de ce fait, les résidents concernés ne bénéficieraient pas de « prestations hôtelières » ne saurait être invoqué à bon droit, eu égard à l'unicité du budget de l'établissement, et doit ainsi être écarté ;

CONSIDÉRANT, en quatrième lieu, que, dans le dernier état de leurs écritures, les requérants se prévalent des dispositions de l'article 63 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 introduisant dans le code de l'action sociale et des familles diverses dispositions modifiant la fixation des tarifs dans les sections d'hébergement et de soins au sein des établissements concernés ; que, toutefois, en vertu de l'article 55 IV de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009, ces dispositions ne sont applicables qu'aux dépenses constatées à compter du 1^{er} janvier 2010 ; que, par suite, le moyen est inopérant et devra ainsi être écarté ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de tout ce qui précède que la requête de Mmes GSYL, PLANSON, SCHOUMACHER, ROSENBAUM, LAVIGNE, GONELLI, PATTARI et CYBILLE, et M. FIORINO ne peut qu'être rejetée ;

Sur les frais exposés et non compris dans les dépens :

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 font obstacle à ce que soit mise à la charge du département de Meurthe-et-Moselle, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, la somme que les requérants demandent au titre des frais exposés pas eux et non compris dans les dépens ;

DECIDE

Article 1^{er} : La requête de Mmes GSYL, PLANSON, SCHOUMACHER, ROSENBAUM, LAVIGNE, GONELLI, PATTARI et CYBILLE, et M. FIORINO est rejetée.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à Mmes GSYL, PLANSON, SCHOUMACHER, ROSENBAUM, LAVIGNE, GONELLI, PATTARI et CYBILLE, et M. FIORINO et au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Il sera inséré, par extraits, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Délibéré par le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY, dans sa séance du 12 mars 2010, où siégeaient Monsieur VINCENT, Président, Monsieur BOUY, Monsieur CHABROL, Monsieur REMER, et Monsieur FAVRET, rapporteur.

Le rapporteur,

J.M. FAVRET

Le président,

P. VINCENT

Le greffier,

D. SAURIN

La République mande et ordonne au président du conseil général de la Meurthe-et-Moselle et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**Délégation de signature du 9 septembre 2010 relative à l'application du code des marchés publics**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du CHU :

Vu la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
Vu le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ, Directrice du système d'information, pour représenter le Directeur Général, et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux opérations suivantes :

- Appel d'offres et marché à procédure adaptée concernant la Direction du système d'information :
 - Etude des offres des candidats
 - Etablissement du rapport d'analyse des offres présenté à la Commission de validation des marchés publics
- Marché négocié concernant la Direction du système d'information :
 - Etude des offres et négociation avec les candidats

Article 2 : Après signature des marchés par le Directeur Général, Madame BASTIEN-KÉRÉ a délégation pour représenter le Directeur Général et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à l'exécution des marchés publics concernant la Direction du système d'information.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- de rendre compte au Directeur Général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Le titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation prendra effet le 15 septembre 2010 ; elle sera renouvelable annuellement par tacite reconduction et sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 septembre 2010

Philippe VIGOUROUX
Directeur général,
Président du directoire

Délégation de signature du 14 septembre 2010

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de NANCY :

Vu l'Article D6143-33 du Code de la Santé Publique,
Vu le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines et à Madame Rachel RUTHMANN, Directrice Adjointe à la Direction des Ressources Humaines pour signer aux nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, de Madame Rachel RUTHMANN, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Mademoiselle Lucie BERNARD
- Monsieur Philippe BOULANGÉ
- Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Jean-Louis DEUTSCHER
- Mademoiselle Nathalie DHELLEM
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Frédéric GROSSE
- Monsieur Daniel KIEFFER
- Madame Diane PETTER
- Madame Rachel RUTHMANN
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Monsieur Philippe WERNERT
- Monsieur Eric ZURCHER

b) pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de blocs opératoires, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame Eliane GOND
- Monsieur Gérard POLEGATO
- Monsieur Gérard THOMAS
- Monsieur Alain VIAUX

c) pour les personnels des écoles et instituts qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROIS
- Madame Geneviève GERAULD
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT
- Madame Sylvia PERRIN OZZA
- Madame Véronique PIERSON
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN
- Madame Marie-Christine SCHONS
- Monsieur Gérard THOMAS

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Mademoiselle Laure DELERY
- Monsieur David MARCHAL (par interim)
- Monsieur Richard PEREZ
- Monsieur Jean Louis PEROT

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c) et d) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Geneviève GERAULD pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé, les écoles de puériculture et d'auxiliaire de puériculture
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour les Instituts de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois et Brabois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérard UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Madame Jeanine LHOMMÉE, Monsieur Michaël HACQUARD et Monsieur Patrick ALBERT, Adjointes des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U. de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH, Attaché d'Administration Hospitalière, Madame Jeanine LHOMMÉE, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur Michaël HACQUARD, Adjointes des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame Rachel RUTHMANN, Directrice adjointe ainsi qu'en l'absence de ces dernières à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 septembre 2010

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Avis de concours sur titres du 30 août 2010 pour le recrutement de quatre préparateurs en pharmacie hospitalière

Référence : - Décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié, portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière.

Un concours sur titres de préparateurs en pharmacie hospitalière est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ↳ 4 postes au C.H.U. de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- ↳ Titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie au tarif en vigueur format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Bureau n°18
Services Concours et Examens
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement :

- déposé à cette même adresse contre la remise d'une attestation de dépôt
- ou
- adressé sous pli recommandé.

UN DÉLAI D'UN MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 30 août 2010

La directrice des ressources humaines,
Diane PETTER

UNIVERSITE HENRI POINCARÉ, NANCY 1**Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat PACTE**

En application du décret n° 2005-902 du 02 Août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, un recrutement d'adjoint technique de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche par la voie du PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat) aura lieu, au titre de l'année 2010, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type par chacun des établissements affectataires.

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2010
Gestion et pilotage (BAP J)	Adjoint en gestion administrative	Université Henri Poincaré Nancy-1	1
Patrimoine, logistique, prévention et restauration (BAP G)	Opérateur de maintenance	Université Henri Poincaré Nancy-1	1

Le PACTE est un nouveau mode d'accès qui permet d'intégrer la fonction publique et d'y être titularisé après un engagement de professionnalisation d'une durée d'un à deux ans alternant formation et stage. La titularisation est prononcée après avis de la commission de titularisation.

A) Conditions à remplir :

Le PACTE est accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, sans qualification ou possédant un diplôme inférieur au baccalauréat (CAP ou BEP).

Le candidat doit être de nationalité française ou de celle d'un des Etats membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. Dans le cas où le candidat est en cours de naturalisation ou d'acquisition de l'une des nationalités requises, la titularisation ne pourra intervenir qu'une fois la condition de nationalité satisfaite.

B) Modalités et date d'inscription :

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date de retour des dossiers d'inscription.

Les candidats doivent renvoyer leur candidature, lettre de motivation et curriculum vitae, accompagnée d'un descriptif de leur parcours antérieur de formation, et le cas échéant, de leur expérience, Au Pôle Emploi de leur lieu de domicile qui transmettra les candidatures recevables à la commission de sélection prévue ci-après.

C) Modalités de recrutement :

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures transmises par le Pôle Emploi. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par la Direction de l'établissement dont un au moins désigné parmi les personnels des organismes publics concourant au service public de l'emploi.

Procédure de sélection :

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature, la commission procède à la sélection des candidats. Seuls les candidats sélectionnés par la commission seront convoqués à l'épreuve orale d'entretien.

Procédure de recrutement :

A l'issue de l'épreuve orale, la commission arrête, par ordre de mérite, la liste des candidats aptes au recrutement.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Henri Poincaré, Nancy-1 Direction des Ressources Humaines Bureau de Gestion des Concours BIATOSS	24/30, rue Lionnois BP 60120 54003 NANCY CEDEX	03.83.68.20.55 03.83.68.52.99	03.83.68.21.00

Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation

En application de l'article 51 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et formation du ministère de l'éducation nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche auront lieu, au titre de l'année 2010, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type. (cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2010
Patrimoine, logistique, prévention et restauration (BAP G)	Opérateur logistique	Université Henri Poincaré Nancy-1	1
Gestion et pilotage (BAP J)	Adjoint en gestion administrative	Université Henri Poincaré Nancy-1	4

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Henri Poincaré, Nancy-1 Direction des Ressources Humaines Bureau de Gestion des Concours BIATOSS	24/30, rue Lionnois BP 60120 54003 NANCY CEDEX	03.83.68.20.55 03.83.68.52.99	03.83.68.21.00

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement.

Références : JORF n° 0049 du 27 février 2010

